

150

AU PAKISTAN

Quatre personnes tuées dans l'attaque du bureau de l'O.L.P. à Islamabad

LIRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 D.; Maroc, 1,50 G.; Tunisie, 1,30 M.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 8 G.75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 28 p.; États-Unis, 22 cr.; France, 1,80 F.; Italie, 400 L.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,20 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 50 cts; Yougoslavie, 13 din.

Le Monde (journal) est autorisé à publier les informations relatives aux élections... 5, RUE DES ITALIENS 75137 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4397-23 Paris Tél. Paris n° 654578 TEL. : 246-72-23

les communes de prochainement aux électriques unique

LE DOLLAR AUJOURS TRÈS FAIBLE A ZURICH

Le dollar a perdu... les communes de prochainement aux électriques unique

Le scandale Thorpe

Le drame d'un homme et d'un parti

Il y a deux ans que la vie publique de M. Jeremy Thorpe était en sommeil. Certains disaient en sursis. Après le scandale provoqué par les « révélations » de l'ancien ministre Norman Scott sur la vie privée du leader libéral, celui-ci avait eu d'autres ressources que d'abandonner son poste de dirigeant.

L'inculpation de l'ancien leader libéral bouleverse le jeu politique britannique

L'ancien leader du parti libéral britannique, M. Jeremy Thorpe, a été inculpé vendredi soir à 10 heures à son arrivée à Lynton, dans sa circonscription du Nord-Devon, on a devant assister à une réunion politique. Quelques heures avant, il avait pourtant été inculpé, avec trois de ses amis de complicité de tentative de meurtre sur la personne d'un ancien ministre, M. Norman Scott, qui avait déclaré, il y a deux ans, avoir eu des relations homosexuelles avec lui dans les années 60.

Un bilan de l'ouverture sociale

Les premiers résultats ont porté essentiellement sur les accords salariaux

Les négociations salariales qui ont été menées avant la période des congés ont permis de faire avancer quelques dossiers. En revanche, les problèmes de l'emploi, la révision des régimes d'aide au chômage et du système des allocations sont restés en suspens. Ces questions feront l'objet de préoccupations gouvernementales à l'automne, et le ministre du travail a déjà soumis à un premier ministre un certain nombre de propositions concrètes.

Les polémiques à gauche

- Nombreuses critiques contre M. Fabre
• Le P.S. dénonce l'« attitude suspecte » de M. Marchais

Les réactions à l'accord intervenu entre le président de la République et celui qui fut l'un des chefs de file de l'opposition sur le principe d'une mission d'étude du chômage éclairaient bien les ambiguïtés et les contraintes du paysage politique français. M. Robert Fabre est adreusement critiqué par ses amis et anciens amis de gauche, qui continuent cependant de polémiquer entre eux.

On peut s'interroger sur les raisons qui ont fait coïncider l'inculpation de M. Thorpe et de ses trois amis avec les vacances de Communauté. Et aussi sur le crédit que peut jeter sur le Labour le rappel des tentatives de M. Harold Wilson, alors qu'il était premier ministre, pour étonner les rumeurs qui couraient alors à l'égard de la vie privée de M. Thorpe.

Manœuvré ou hasard, l'inculpation de l'ancien leader libéral risque de coûter cher à ses amis politiques. En outre, M. Callaghan a demandé des élections avant un an, mais les augures avaient déjà parié sur une consultation à l'automne. La balance des pouvoirs est donc maintenant favorable grâce au pétrole de la mer du Nord, dont les perspectives ne cessent d'améliorer les syndicats paralysés par la prolongation de la limitation draconienne des hausses de salaires: les conservateurs, enfin, ne semblent pas trop bien préparés pour une bataille électorale.

Si le Labour reste au pouvoir, il aura, cet hiver, une grosse année à jouer: il devra décider de la date des référendums écossais et gallois sur le projet de dévolution de pouvoirs à Edimbourg et à Cardiff; la querelle des élections à l'Assemblée parlementaire européenne est loin d'être réglée; enfin, malgré la manne pétrolière, la situation économique du pays reste précaire.

M. Callaghan peut, évidemment, renoncer à son scrutin d'automne et profiter des difficultés des libéraux pour extorquer à moindre frais à M. David Steel la renonciation du « pacte Lib-Lab ». Mais la situation économique risque de se dégrader pendant l'hiver, mettant le Labour en difficulté pour une consultation au printemps. En revanche, des élections rapides risquent de trouver un parti libéral désorienté.

Par-delà le drame personnel d'un homme, c'est l'avenir de son parti qui est en jeu. Luttant vainement pour reconquérir une place digne de leur glorieux passé « whig », les libéraux s'étaient acquis, ces dernières années, un prestige non négligeable dans l'électorat bourgeois rebattu par le conservatisme militant de Mme Thatcher. La débâcle « affaire Thorpe » risque de les renvoyer pour longtemps aux oubliettes de l'histoire.

L'Allemagne fédérale à l'heure de l'écologie

Il y a un an, à Creys-Malville, un millier de jeunes Allemands, écologistes et gauchistes mêlés, venaient participer à la manifestation contre le surrégénérateur Super Phénix. Les propos xénophobes prononcés par le préfet de la Seine et les tracaseries de la police ne les empêchèrent pas de prendre part à la marche vers le chantier. Arrivés plusieurs heures après les affrontements, hüll d'entre eux furent condamnés par les tribunaux et immédiatement expulsés.

Loin d'être déçouragés, comme leurs camarades français, par l'échec de cette démonstration et par les décevantes résultats des élections fédérales en France, les écologistes allemands se mêlent plus que jamais chez eux à la bataille politique. Lors d'élections municipales, au printemps, des « candidats verts » ont obtenu de 6 à 6 1/2 % des voix. Le 4 juin dernier, ils ont recoté près de 4 % des suffrages aux élections régionales des parlements de Hambourg et de Basse-Saxe. Cette pincée de voix, entrecoupée par une bonne part aux candidats du parti libéral, met en émoi les élites politiques de la République fédérale d'Allemagne, car elle modifie l'équilibre des forces.

Première conséquence: la part libérale n'a plus le minimum de 5 % des voix, qui est indispensable pour avoir une représentation dans les assemblées des Länder. Si elle se répétait allura, et surtout en 1980 pour les élections au parlement fédéral, la situation deviendrait embarrassante pour tout le monde. Les sociaux-démocrates du chancelier Schmidt, comme leurs adversaires démocrates-chrétiens, savent qu'ils n'auront pas une majorité d'environnement n'est qu'un moyen.

La cathédrale de Cologne en danger Pour la première fois, la classe politique allemande doit compter avec la contestation écologiste. Elle est surprise, inquiète et même choquée. Et comme elle n'a pas de parti unique, elle ne peut pas compter dans l'opinion quelque chose de vraiment changé.

Une interview du nouveau président colombien M. TURBAY ANNONCE LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT « A TONALITÉ SOCIALE AUTHENTIQUEMENT POPULAIRE ET NATIONALISTE »

M. Julio Cesar Turbay Ayala, élu le 4 juin président de la République de Colombie, sous les couleurs du parti libéral, doit prendre ses fonctions le lundi 7 août. Il succède à M. Alfonso Lopez Michelsen, également libéral.

AU JOUR LE JOUR

Si Dieu lui prête vie

Je ne sais si, comme « fit le parti communiste, les rapports actuels de Robert Fabre avec le président de la République expliquent la rupture de l'union de la gauche en septembre dernier, mais ce qui est certain, c'est que le rôle joué par Robert Fabre au cours de cette nuit historique fournit une excellente explication à la carrière dans laquelle il semble vouloir s'engager.

ABSTRACTION-CRÉATION

Les dés sont jetés

Abstraction-Création, le bien nommée: en 1927 pourtant, lorsque cette association a été fondée par Lucifrot fut créée, son nom avait été un peu-aller. Mais l'explication qui, le temps des vacances, a été sifflée dans un moulin à papier son lieu d'origine (Münster) pour le Musée d'art moderne de la Villa de Paris, réconcilie les deux termes (l'adjectif pour ne plus évoquer qu'un authentique foyer de création).

LE MONDE diplomatique DU MOIS D'AOUT EST PARU Au sommaire: L'IRLANDE, NOUVELLE « HE AUX PROFITS »

VEE ES! ISON DOM? JOURS DE TO HAIRE

L'INCULPATION DE M. JEREMY THORPE EN GRANDE-BRETAGNE

Le jeu politique britannique bouleversé

De notre correspondant

Londres. — L'ancien chef du Parti libéral britannique, M. Jeremy Thorpe, a été formellement inculpé le vendredi 4 août, avec trois autres hommes de complicité de tentative de meurtre d'un mannequin professionnel, M. Norman Scott, avec lequel il aurait eu, dans les années 60, des relations homosexuelles. Dénouement d'une sombre affaire de meurtre, cette inculpation dévoile un scandale politique qui pèse lourdement sur l'avenir du troisième parti britannique et risque d'entraîner une campagne électorale généralement prévue pour l'automne.

Un Buster Keaton drôle...

Fils et petit-fils de parlementaires conservateurs, M. Jeremy Thorpe a paru très tôt disposé de tous les atouts d'une brillante carrière politique. Et on, Oxford, où il est élu président de l'Union des étudiants ; c'est la voie royale. Il entre au barreau de Londres, où il se fait rapidement remarquer par son esprit caustique, ses anecdotes spirituelles, son humour froid, mais aussi son talent d'orateur. Petit, mince, très brun, il s'habille avec recherche, dans un style très « écossais » : melon, costume noir avec gilet et chaîne de montre. Une sorte de Buster Keaton gai dont les réparties amusent les réunions politiques et mondaines.

ROUMANIE

M. Ceausescu propose une nouvelle conférence des partis communistes européens

Vienne. — M. Ceausescu vient de lancer une proposition inattendue : parler le jeudi 3 août devant les cadres du parti à Bucarest, le secrétaire général du P.C. roumain s'est déclaré partisan de l'organisation, « sur une base de totale égalité », d'une nouvelle conférence des partis communistes européens.

L'avenir du « pacte Lib-Lab »

Loin d'être enterré, le scandale rejallit à l'automne dernier, quand un pilote de ligne, M. Andrew Newton, assura avoir reçu 5 000 livres sterling de M. Peter Bessell pour aider M. Scott. La police se souvint alors qu'en octobre 1975 M. Newton avait obtenu le chèque de mannequin et menacé de tuer celui-ci s'il ne mettait pas fin à son chantage. Une nouvelle enquête fut ouverte, celle qui vient d'aboutir à l'arrestation de M. Jeremy Thorpe et de ses trois complices présumés : son ami, M. David Holmes, et deux hommes d'affaires, MM. John La Mesurier et George Deakin. Tous les quatre ont été remis en liberté sous caution de 5 000 livres sterling, jusqu'au 12 septembre.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les dirigeants chrétiens-démocrates souhaitent le départ de M. Filbinger

Bonn. — L'affaire Filbinger, approche de son dénouement. Le lundi 7 août, en effet, le groupe parlementaire chrétien-démocrate du Bade-Wurtemberg doit se réunir à Stuttgart pour examiner le cas du ministre président, dont le situation est chaque jour plus difficile. Depuis plusieurs mois on étudie la voie qu'il a choisie pendant la guerre, lorsqu'il était juge de la marine et aurait condamné à mort des déserteurs.

NORVÈGE

Des navires soviétiques ont violé à plusieurs reprises les eaux territoriales

Oslø. — Six violations des eaux territoriales norvégiennes par des navires soviétiques ont eu lieu ces derniers jours. Le plus récent fut signalé à l'extrême nord du pays, non loin du secteur où un pays, fin juillet, un grand exercice naval de l'OTAN. Les navires soviétiques se sont approchés à environ 1 mille nautique à l'intérieur de la limite territoriale de 4 milles, prétextant des difficultés météorologiques et mauvais temps. Un des navires a été interrogé par la police norvégienne, son capitaine a été interrogé et le bateau a ensuite été escorté jusqu'aux eaux internationales après avoir payé une amende de 20 000 couronnes (263 000 F).

EN 1963 LE SCANDALE PROFUMO

- M. JOHN PROFUMO, ministre de la guerre, démissionne en juin 1963. Son nom a été associé à celui d'une call-girl, Mme Christine Keeler, qui avait des relations avec des diplomates soviétiques. Le scandale Profumo a touché profondément le parti travailliste, alors dirigé par M. Macmillan.
- LORD LAMBERTON, sous-secrétaire à la défense, et lord Jellicoe, leader de la Chambre des lords, sont contraints de démissionner en mai 1978. Ces deux personnalités étaient compromises dans une affaire de call-girls.
- M. PETER KAIN, président des jeunes libéraux, est acquitté le 10 avril 1978. Arrêté au mois d'octobre précédent, il était accusé d'avoir attaqué la cabine d'une banque du faubourg londonien de Putney. M. Wilson, alors premier ministre, dénonce les manœuvres de certaines organisations sud-africaines tendant à discréditer les dirigeants du parti libéral.
- M. JOHN STONEHOUSE, ancien ministre de l'aviation, est député travailliste depuis 1957, est condamné le 6 août 1978, à sept ans de prison. Il était convaincu de vol d'escroqueries, de faux et usage de faux. Pour tenter d'échapper aux recherches, M. Stonehouse s'était enfui en Australie en laissant croire à sa disparition accidentelle.

HAÏTI

- LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DES ÉTATS AMÉRICAINS (O.E.A.) se rendra en Haïti, du 18 au 23 août, en réponse à une invitation du président Jean-Claude Duvalier, désireux de voir « évaluer les progrès réalisés dans le domaine des droits de l'homme ». A annoncé l'ambassade de Port-au-Prince à Washington. — (A.F.P.)
- L'ARCHEVÊQUE MIGUEL OBANDO Y BRAVO, primat de l'Église catholique nicaraguayenne, a demandé jeudi 3 août dans une déclaration publiée à Managua, la démission du chef de l'État, le général Anastasio Somoza, et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le prêtre souligne que la formation d'un tel gouvernement élargirait « un rôle du pouvoir à l'archevêché dans le pays ». Cette déclaration de l'archevêque est un document distinct de celui qu'il a signé avec cinq évêques et qui demandait au gouvernement de « restaurer une justice indépendante » qui permette la « défense du citoyen ». — (A.F.P.)
- LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT a démenti, vendredi 4 août, que l'administration Carter ait suspendu l'aide économique au Pakistan pour l'année fiscale 1978-1979, à la suite du refus du gouvernement d'Islamabad de renoncer à l'achat d'une fusée de retraitement nucléaire à la France (le Monde du 5 août). Les États-Unis ont certes entrepris depuis septembre 1977 un « réexamen des relations » entre les deux pays dans le cadre de cette affaire, mais aucune sanction économique n'a été appliquée au Pakistan, indiquent-ils à Washington. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

- C'EST À LA DEMANDE DES AUTORITÉS HELVÉTIQUES que M. Miagkov, haut fonctionnaire soviétique du Bureau international du travail à Genève, s'est vu refuser l'entrée en Suisse (le Monde du 5 août). Le 26 juillet M. Enchaquet, observateur permanent de la Suisse auprès des institutions de l'ONU à Genève, reçu à sa demande par le directeur par interim du B.I.T., a exigé en application de la convention entre cet organisme et son gouvernement sur la sécurité de la Suisse, le licenciement de M. Miagkov. M. Enchaquet n'a fourni aucune explication de ses exigences. M. Miagkov a quitté la Suisse mercredi. — (A.F.P.)
- DEUX BAPTISTES SOVIÉTIQUES de Kirghizie ont été condamnés respectivement à trois ans et un an de camp pour avoir enseigné le catholicisme à des enfants, annonce le quotidien Kirghizie soviétique parvenu vendredi 4 août à Moscou. Selon le quotidien, I. Gorpenlov et A. Mok ont « grossièrement violé la loi soviétique sur les cultes » en donnant des leçons de catéchisme le dimanche à des enfants des villages kirghizes de Kam et de Luzzburg. — (A.F.P.)
- C'EST À LA DEMANDE DES AUTORITÉS HELVÉTIQUES que M. Miagkov, haut fonctionnaire soviétique du Bureau international du travail à Genève, s'est vu refuser l'entrée en Suisse (le Monde du 5 août). Le 26 juillet M. Enchaquet, observateur permanent de la Suisse auprès des institutions de l'ONU à Genève, reçu à sa demande par le directeur par interim du B.I.T., a exigé en application de la convention entre cet organisme et son gouvernement sur la sécurité de la Suisse, le licenciement de M. Miagkov. M. Enchaquet n'a fourni aucune explication de ses exigences. M. Miagkov a quitté la Suisse mercredi. — (A.F.P.)

Espagne

- DEUX PERSONNES ont été arrêtées vendredi 4 août à Pampelune lors des heurts qui ont opposé policiers et manifestants favorables à l'organisation séparatiste basque ETA. — (A.F.P.)

Ghana

- LE CONSEIL MILITAIRE SUPRÊME DU GHANA a libéré seize personnes qui se trouvaient en détention préventive. Parmi elles figurent le colonel George Mynria, ancien commissaire à l'Industrie, et M. Attoh Quarshie, importante personnalité politique, arrêtés en 1977 et accusés d'avoir tenté de renverser le gouvernement du général Acheampong. Depuis la venue au pouvoir du nouveau gouvernement militaire du lieutenant général Akuffo, après l'éviction du général Acheampong le 5 juillet dernier, plusieurs détenus ont été libérés. Les premiers à recouvrer la liberté ont été des dirigeants de l'opposition qui, à l'occasion du référendum du 30 mars dernier, ont fait campagne contre la mise en place d'une administration apolitique composée de civils et d'officiers. — (Reuter.)

Nicaragua

- L'ARCHEVÊQUE MIGUEL OBANDO Y BRAVO, primat de l'Église catholique nicaraguayenne, a demandé jeudi 3 août dans une déclaration publiée à Managua, la démission du chef de l'État, le général Anastasio Somoza, et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le prêtre souligne que la formation d'un tel gouvernement élargirait « un rôle du pouvoir à l'archevêché dans le pays ». Cette déclaration de l'archevêque est un document distinct de celui qu'il a signé avec cinq évêques et qui demandait au gouvernement de « restaurer une justice indépendante » qui permette la « défense du citoyen ». — (A.F.P.)

États-Unis

- LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS a décidé, vendredi 4 août, de réduire de 12,6 millions de dollars les fonds pour la vente à crédit d'équipement militaire à six pays étrangers. Elle a toutefois spécifié que trois postes budgétaires (11 millions de dollars pour Israël, 2,5 millions pour le Liban et 8,5 millions de dollars pour la Jordanie) ne devraient pas être touchés par cette réduction. — (A.F.P.)
- LE DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE a annoncé, le vendredi 4 août à Washington, le renvoi de deux chasseurs F-4 en Colombie du Sud, de l'Autonomie proche afin d'accroître la puissance aérienne des

ES

Historique

clean

LE SCANDALE PROFUMO

Espagne

Haïti

Nicaragua

PROCHE-ORIENT

LA NOUVELLE MISSION DE CONCILIATION DE M. VANCE

La diplomatie américaine pourrait parvenir à débloquer la négociation israélo-égyptienne estime Jérusalem

Le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, était attendu samedi 5 août à Jérusalem, pour des entretiens avec le premier ministre, M. Menahem Begin. Le secrétaire d'Etat se rendra ensuite lundi à Alexandrie, où il sera reçu par le président Sadate. M. Vance reviendra jeudi à Washington pour rendre compte au président Carter des résultats de sa mission d'étude sur les moyens de relancer le processus de négociation au Proche-Orient.

De notre correspondant

Jérusalem. - A quelques heures de l'arrivée en Israël du secrétaire américain Cyrus Vance, l'impression prévalait à Jérusalem que la diplomatie américaine peut parvenir à débloquer les négociations de paix israélo-égyptiennes. Les dernières déclarations du département d'Etat, qui a critiqué sévèrement le président Sadate pour son refus de reprendre les pourparlers sans préalable en se félicitant parallèlement de l'assouplissement de la position israélienne, ont été fort bien accueillies par le premier ministre, M. Menahem Begin.

La confirmation par M. Vance, à la veille de son départ, qu'il n'est pas porteur d'un « plan américain » - éventualité que les Israéliens rencontraient à contrecœur à dégrader dans une certaine mesure l'atmosphère.

Plan d'autonomie administrative

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a réaffirmé vendredi soir, à la télévision israélienne, l'opposition absolue de son gouvernement à un retour aux frontières du 4 juin 1967. Malgré le durcissement de la position du G.O.T., M. Dayan a tout de même déclaré que tout « compromis sur les territoires et la souveraineté », le chef de la diplomatie israélienne a affirmé un optimisme inattendu. « Nous sommes plus proches de la paix que jamais », a-t-il dit une

fois de plus. « S'il est vrai que des divergences de vues sont encore très nombreuses avec l'Egypte, il est important qu'elles soient éliminées au jour et étudiées fondamentalement au château de Leids ». Le ministre des affaires étrangères se dit persuadé que la crise actuelle n'est que passagère et que les négociations israélo-égyptiennes vont reprendre tôt ou tard.

Quant au plan d'autonomie administrative de cinq ans pour la Judée-Samarie et la bande de Gaza, qui laisse toutes les options ouvertes, M. Dayan a affirmé avoir de bonnes raisons de croire qu'il représente l'espoir de nombreux habitants des territoires occupés. Son application, a-t-il dit, pourrait créer les conditions favorables à la coexistence future entre Israéliens et Palestiniens.

En attendant, il est question de coexistence avec l'Egypte. Celle-ci pourrait se concrétiser à El-Arich si Israël accepte de restituer la ville à une administration civile égyptienne.

Le gouvernement israélien a certes refusé le geste utilitaire demandé par le président Sadate, mais la majorité du cabinet Begin est favorable à la restitution de la capitale du Sinaï à l'Egypte au cas où le secrétaire d'Etat parviendrait à arracher au président Sadate une concession qui pourrait, par la même occasion, débloquer tout un processus de paix. (Interim.)

AMERIQUES

Colombie

« Mon gouvernement aura une tonalité sociale, populaire et nationaliste »

nous déclare le nouveau président, M. Turbay

Le nouveau président colombien, le libéral Julio César Turbay Ayala, élu le 4 juin dernier face à son adversaire conservateur, M. Belisario Betancur, devait prêter serment le lundi 7 août, à Bogota. M. Turbay succède à M. Lopez Michelsen, également membre du parti libéral. Nous publions à cette occasion une récente interview recueillie en Colombie par Vincent Beauflis.

Pouvez-vous nous considérer comme démocrate ?

« Une participation active du corps électoral n'est pas de tradition en Colombie. Je suis obligé de faire preuve de rigueur et les longues distances ne favorisent guère le vote dans les campagnes. Mais surtout, en dehors de l'élection de l'actuel président, M. Lopez Michelsen, jamais le parti libéral n'a recueilli autant de suffrages que lors de mon élection. Comment alors ne pas le considérer comme un parti de masse ?

« Une récente enquête a mis en évidence que les Colombiens ne se font guère d'illusions sur leurs institutions. Selon ce sondage, ils ne sont que 12 % à accorder encore quelque crédit à la présidence de la République. Les autres ne veulent que reconquérir la confiance des citoyens ?

« Pour cela, je serai obligé de donner à mon gouvernement une tonalité sociale authentiquement populaire et nationaliste. J'en ai les moyens, car je ne dois mon

élection ni aux groupes de pression ni aux grands potentats. Je n'ai pas parlé des classes « distinguées » de la société. Ma famille ne dispose pas d'armées. Or les armées n'aident pas à comprendre les aspirations et le changement qu'a le peuple. Je n'hésiterai cependant pas à prendre des mesures impopulaires et j'agirai comme un père qui choisit pour ses enfants non ce dont ils ont envie, mais ce dont ils ont besoin.

« Dans un pays où votre parti dispose d'une confortable majorité, comment expliquez-vous que vous l'avez emporté d'un souffle sur votre rival conservateur, et que Bogota, très libéral depuis toujours, vous ait abandonné ?

« Mon adversaire, M. Belisario Betancur, a profité d'une conjoncture favorable et a rassemblé sur ses personnes toutes sortes de suffrages, y compris des suffrages libéraux, partisans de l'ancien président Lleras Restrepo, qui s'est refusé à soutenir mes candidats. Et puis il y a tous ceux qui, impressionnés par l'intense campagne de campagne dont j'ai été l'objet, ont hésité à voter pour moi. Tout a été dit à mon sujet : que j'étais pro, que j'étais laid, que j'étais bête, que j'étais fils d'immigrant, toutes les perversités imaginables. Mais le peuple a balayé tous ces mensonges et, heureusement, j'ai été élu.

« N'aurait-il pas été préférable, pour l'image d'un futur président de la République, de ne pas voir un candidat d'origine conservatrice, un corps défendant, par autant de représentants de la classe émergente » (1) ?

« Tout d'abord, je ne suis pas d'accord sur ce terme. Pour moi,

la « classe émergente », c'est le peuple. Je ne connais personne qui n'ait rien à se reprocher. Comme les autres candidats, je suis entouré de gens que je ne contrôle pas : parmi eux, il y a des archanges et des démons. Et puis, je ne suis pas chef d'un parti libéral. Je demande simplement que l'on attende la formation de ce gouvernement. Cela coupera court aux rumeurs.

« Comment le peuple peut-il maintenir sa confiance à un parti, le votre, quand l'un de ses leaders, le sénateur multiparti, vient de passer cinq mois en prison, sous l'inculpation de détournements de fonds, et fait connaître savoir qu'il se présentera à la prochaine élection présidentielle, en 1982 ?

« Personne ne peut préjuger la culpabilité d'un accusé avant son jugement. M. Sanjinéa semble vouloir attendre la fin de la procédure judiciaire pour faire sa rentrée politique. Et si l'on a parlé d'une candidature de M. Sanjinéa à la tête du parti libéral, c'est pour me compromettre ; les hommes politiques, comme les jolies femmes, provoquent le jalousie. Tout cela fait partie de la campagne la plus ignominieuse qu'ait connue ce pays. La presse internationale a eu beau jeu de faire écho à toutes ces rumeurs. Mais je vous le dis, la Colombie est grosse exportatrice de café et d'informations inexactes !

« Votre prédécesseur, M. Lopez Michelsen, avait choisi pour slogan politique qu'il fallait voter pour lui afin de combler le fossé. Mais le fossé entre riches et pauvres

ne s'est pas comblé. L'afflux de devises, conséquences des hauts cours mondiaux du café, a même contribué à l'appauvrissement. Quelles mesures concrètes proposez-vous pour diminuer les inégalités ?

« Je souhaite « décentraliser le développement ». La province, grâce à laquelle j'ai toujours été élu, a droit également à sa part de revenus. La création de petites et moyennes industries y sera favorisée, l'agro-industrie renforcée, les zones franches multipliées. Tout cela ne pourra se réaliser que si l'administration est décentralisée : une réforme qui videra, avec au besoin des aménagements constitutionnels.

« Tout au long de votre campagne, vous avez réitéré le slogan « Production, Sécurité, Emploi ». Comment parvenir à ces objectifs ?

« Pour réaliser le chômage, mieux vaut favoriser l'investissement qu'augmenter encore le nombre d'emplois publics qui ne sont pas des emplois essentiels. Aussi des prêts bonifiés seront accordés à ceux qui veulent investir, et le régime des douanes sera abaissé pour les biens d'équipement nécessaires à la création d'industrie. D'autre part les entreprises grosses utilisatrices de main-d'œuvre bénéficieront probablement d'aménagements fiscaux. Pour combattre l'insécurité, les mesures à prendre ne sont pas simplement répressives. Les forces de l'ordre peuvent avoir la détente facile, cela ne fera pas disparaître l'émigration des paysans dans les villes, et cela contribue à former des groupes d'extrême-droite. Le service militaire, où l'on apprend le maniement des armes, et rien que cela, a également sa part de responsabilité. Mais comment ne pas voir surtout dans les très mauvaises conditions de vie urbaine l'explication, sinon la justification, de la délinquance ?

« Envisagez-vous la levée de l'état de siège en vigueur pratiquement sans interruption depuis trente ans ?

« Chez nous, l'état de siège ne signifie pas une suspension des garanties constitutionnelles. C'est un instrument pour accélérer la poursuite des délinquants. Je souhaite étudier un projet de loi qui permettrait de lever l'état de siège, dont la perpétuation nous préjudicie certain à l'image du pays à l'étranger, tout en laissant aux forces de l'ordre une marge relative dans l'accomplissement de leur mission.

« Les objectifs de votre diplomatie comprennent-ils un développement des échanges avec Cuba et l'ouverture de relations avec la Chine populaire ?

« Il nous faut améliorer nos relations avec le monde socialiste car, pour notre croissance extérieure, ce sont de gros clients potentiels ; et cela coïncide avec les objectifs pluralistes de notre diplomatie. Quant à la Chine, en dépit de l'importance des groupes de pression favorables à Taiwan, nous ne pouvons plus ignorer un pays de huit cent millions d'habitants.

« Comment se situe la Colombie par rapport à la politique en faveur des droits humains du président Carter ?

« Tout d'abord, il n'y a pas en Colombie de prisonniers politiques ni de centres de détention. Les journaux ont écrit toutes sortes de choses à mon sujet, et je doute que le président Carter d'Etat ait traité par les journaux français. La Colombie ne dispose pas de mêmes armes économiques que les Etats-Unis pour favoriser le respect des droits humains à l'étranger. La création d'une cour interaméricaine des droits humains (2) me séduit, car elle supprime le risque d'ingérence d'un pays, au nom des droits humains, dans les affaires intérieures d'un autre pays.

« Propos recueillis par VINCENT BEAUFLIS.

(1) On appelle « classe émergente », en politique, cette couche nouvellement enrichie par les hauts cours du café et les rentes de devises essentiellement qualifiées de « non officielles » (contrabando, trafic d'émigrants et de drogue).

(2) La création d'une Cour Interaméricaine des droits de l'homme est prévue par la convention américaine des droits de l'homme, adoptée en 1969, mais entrée en vigueur seulement le 18 juillet dernier, après que Grenada, dernier à ratifier, eût ratifié.

« Comment se situe la Colombie par rapport à la politique en faveur des droits humains du président Carter ?

« Tout d'abord, il n'y a pas en Colombie de prisonniers politiques ni de centres de détention. Les journaux ont écrit toutes sortes de choses à mon sujet, et je doute que le président Carter d'Etat ait traité par les journaux français. La Colombie ne dispose pas de mêmes armes économiques que les Etats-Unis pour favoriser le respect des droits humains à l'étranger. La création d'une cour interaméricaine des droits humains (2) me séduit, car elle supprime le risque d'ingérence d'un pays, au nom des droits humains, dans les affaires intérieures d'un autre pays.

« Propos recueillis par VINCENT BEAUFLIS.

(1) On appelle « classe émergente », en politique, cette couche nouvellement enrichie par les hauts cours du café et les rentes de devises essentiellement qualifiées de « non officielles » (contrabando, trafic d'émigrants et de drogue).

(2) La création d'une Cour Interaméricaine des droits de l'homme est prévue par la convention américaine des droits de l'homme, adoptée en 1969, mais entrée en vigueur seulement le 18 juillet dernier, après que Grenada, dernier à ratifier, eût ratifié.

AFRIQUE

Tunisie

DANS UNE LETTRE AU PRÉSIDENT BOURGUIBA M. Habib Achour a protesté une nouvelle fois de son innocence

De notre correspondant

Tunis. - « Démocratie », l'hebdomadaire du mouvement des démocrates socialistes, annonce, dans son numéro daté du 5 août, que le procès de l'ancien secrétaire général de l'U.G.T.T., M. Habib Achour, et de ses dix adjoints au comité exécutif de la centrale ouvrière, pourrait s'ouvrir le 10 août à Tunis.

Depuis près de deux mois, plusieurs dates ont déjà été avancées de diverses sources pour l'ouverture du procès des onze dirigeants syndicalistes détenus dans les écroues du 26 janvier et qui auront à répondre d'atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat. Celle du 10 août, annoncée aujourd'hui, n'a reçu aucune confirmation officielle.

D'autre part, « Démocratie » publie une lettre que, de sa cellule de la prison civile, M. Achour a adressée le 17 mai au président Bourguiba. Il y proteste contre le fait de n'avoir pu comparaître devant l'Assemblée nationale avant que celle-ci ne lève son immunité parlementaire. « La seule raison que je peux donner à la réunion de l'Assemblée nationale en mon absence est la peur des responsables d'entendre la réalité des événements qui ont lieu entre que la version que l'on présente à travers les déclarations officielles et la presse », écrit-il.

M. Achour déclare ensuite que tout au long de l'enquête, il a fait ressortir que « les vrais responsables » des événements du 26 janvier sont MM. Mohamed Sayah, directeur du parti socialiste des journaux et plusieurs de ses adjoints, ainsi que M. Hannabali, ministre de l'Intérieur, et le directeur général des services de sécurité. - M. D.

LE PROFESSEUR MONCEY BEN HAMIDA a été déchargé de sa demande de ses fonctions de ministre de la santé, qu'il occupait depuis le 26 décembre 1977, a annoncé vendredi 4 août un communiqué de la présidence de la République. Le texte précise

République Sud-Africaine

UN ACCROCHAGE s'est produit pour la première fois entre un groupe de guérilleros noirs et la police du Bophuthatwana, ancienbantousan (foyer tribal), d'Afrique du Sud indépendant depuis décembre dernier, a-t-on annoncé vendredi 4 août, à Mbabatha, capitale du territoire. - (A.F.P.)

Maurice

LIBÉRATION ANTICIPÉE DE MEMBRES DU MOUVEMENT MILITAIRE

Fort-Louis (A.F.P.). - Quarante-trois militants et syndicalistes de l'opposition mauricienne, condamnés le 21 juillet à trois mois de prison pour avoir participé à une manifestation illégale, ont été remis en liberté, a-t-on appris vendredi 4 août. Ces quatorze opposants appartenant au mouvement militant mauricien (M.M.M.).

Leur libération a été décidée par une commission de recours en grâce, saisie d'une demande de mise en liberté par M. Anserod Jugnauth, président du M.M.M. Un seul député reste emprisonné. Il s'agit de M. André Dargy, qui purge une peine de trois mois de travaux forcés pour sédition.

De Dargy a été condamné à l'indult pour avoir déclaré en public que les membres de la police secrète, le « State Special Service » (SES) étaient des « escrocs qui faillissent souvent ». - (A.F.P.)

Sénégal

M. Abdou Diouf renforce progressivement ses pouvoirs

De notre correspondant

Dakar. - M. Mpinga Kassenda, premier commissaire d'Etat (premier ministre) du Zaïre, a achevé, il y a quelques jours, une visite officielle au Sénégal, qu'il effectuait à l'invitation personnelle de son homologue sénégalais, M. Abdou Diouf. Celui-ci avait déjà reçu, en juin, son collègue tunisien, M. Hedi Nouira, et, en juillet, le premier ministre du Cameroun, M. Paul Biya.

Ces trois invitations, dans un laps de temps rapproché, témoignent du rôle grandissant de M. Abdou Diouf dans le domaine de la diplomatie.

Début juillet, M. Diouf avait annoncé l'envoi d'un contingent sénégalais au Zaïre. Le renforcement des pouvoirs du premier ministre, continu ces dernières années, s'est accéléré dans tous les domaines après la formation du gouvernement qui a suivi les élections législatives présidentielles de février. M. Diouf apparaît de plus en plus comme le successeur désigné du président.

D'autre part, selon de nombreux observateurs, le chef de l'Etat pourrait bien se retirer avant l'expiration de son mandat actuel, qui se termine en février 1983 - afin de faciliter l'installation de son dauphin. Aux termes d'un amendement de la Constitution adopté en avril 1976, le premier ministre succède, en effet, automatiquement au chef de l'Etat, et reste en place jusqu'à l'expiration du mandat en cours, en cas de disparition, de démission ou d'empêchement de ce dernier. Il n'est pas nécessaire,

PIERRE BIARNES.

ASIE

SELON UN HEBDOMADAIRE DE HONGKONG

Un ancien vice-président du Cambodge dirigerait la résistance contre M. Pol Pot

Hongkong (A.F.P.). - Selon l'hebdomadaire Far Eastern Economic Review, de Hongkong, l'armée cambodgienne a récemment souffert, devant l'armée vietnamienne, et la Chine pourrait se trouver appelée à décider si elle doit, ou non, s'engager dans la guerre. « Si les revers militaires des combattants communistes ne se trouvent placés devant le dilemme suivant : soit être engagés dans une guerre de type coréen (...), soit apparaître comme incapables de saufer son allié le « plus faible », souligne la revue.

L'hebdomadaire rapporte que des unités militaires cambodgiennes ont été retirées de la frontière thaïlandaise, afin de renforcer la position dans l'est du Cambodge, dans la région proche du Vietnam. Il écrit que « des voyageurs, qui se sont rendus récemment dans la région de frontière khméro-vietnamienne, ont été frappés par la disparition de soldats khméroviets prisonniers ».

« Les Etats-Unis et les membres de l'ASEAN vont accroître leur coopération économique. »

Washington (A.F.P.). - Au terme d'une conférence à Washington les Etats-Unis et l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) ont annoncé vendredi 4 août, une série de mesures de coopération économique concernant l'alliance politique entre les deux parties. Ces mesures prêtent notamment sur l'encouragement des investissements privés américains dans la région et le soutien des projets industriels de l'ASEAN par l'Eximbank, banque d'export-import américaine.

Recevant dans la matinée les ministres des affaires étrangères et de l'économie des cinq pays membres de l'association (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) qui ont participé à la conférence, le président Carter avait déjà annoncé que les Etats-Unis étaient prêts à s'engager dans « un processus de coopération à long terme » avec l'ASEAN. Cette coopération économique, estiment les observateurs, permettra d'estimer que les différends pouvant exister entre les Etats-Unis et leurs partenaires en ce qui concerne le respect des droits de l'homme.

LE COMMANDANT JALLOUD, chef du gouvernement libyen, arrivé à Pékin vendredi 4 août, va sans doute parler avec ses hôtes chinois de l'établissement de relations diplomatiques avec Taiwan, mais aucun diplomate libyen ne reste actuellement à Taipei, affirme-t-on de même source. - (A.F.P., Reuters.)

QUELQUE DEUX MILLE VIETNAMIENS D'ORIGINE CHINOISE qui avaient franchi, mardi 1er août, la frontière avec la Chine, ont été refoulés, vendredi 4 août, à l'annonce de la fermeture de la frontière, en principe fermée par Pékin depuis le 12 juillet, avait donné lieu, mardi, à des incidents au cours desquels des coups de feu furent tirés de part et d'autre. - (A.F.P.)

UNE VISITE EN CHINE du ministre des affaires étrangères chilien doit avoir lieu en octobre prochain. La Chine et la Roumanie, rappelle-t-on à Santiago, sont les seuls pays socialistes à ne pas avoir rompu leurs relations diplomatiques avec le Chili, après le coup d'Etat militaire de septembre 1973. - (A.F.P.)

LES ETATS-UNIS ONT REÇU, le vendredi 4 août, le gouvernement militaire du président Juan Pereda, élu par un coup d'Etat après l'annulation des élections présidentielles pour irrégularités. Le gouvernement Carter s'était déclaré préoccupé par les événements de Bolivie et la note remise à La Paz rappelle que le général Pereda s'est engagé à établir un système politique fondé sur la démocratie et la participation

LES REA... PLUS FUME

politique

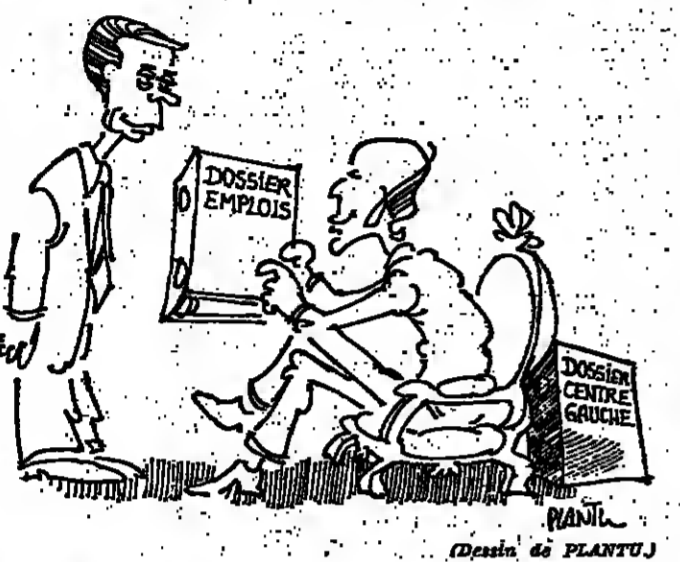
La mission proposée à M. Fabre par M. Giscard d'Estaing

« J'entends garder une totale liberté de réflexion »

sociale, Turbay

Après un entretien d'une heure avec M. Giscard d'Estaing...

Après un entretien d'une heure avec M. Giscard d'Estaing...



« Je suis pétri et surpris que Robert Fabre, notre ancien président... »

« J'entends garder une totale liberté de réflexion »

M. Crépeau: un os à ronger

M. Henri Collinet, sénateur de la gauche démocratique...

Le P.S. reproche à M. Marchais d'amplifier la campagne antisocialiste du P.C.F.

Le parti socialiste a rendu public, vendredi après-midi...

« Le parti socialiste résume et dénonce l'attitude de Georges Marchais... »

« Nous comprenons que dans certaines conditions il ait estimé... »

« De son côté, M. Fajardie a rappelé que « si la gauche avait perdu les élections... »

L'élargissement de la C.E.E.

M. Barre refuse de réunir le Parlement en session extraordinaire

Les services du premier ministre ont indiqué, vendredi 4 août...

« Le premier ministre a indiqué que la négociation sera longue... »

« Le M.A.R.S. (Mouvement d'action et de réflexion pour les réformes socialistes) lance un appel... »

Au tribunal administratif de Marseille

LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT DEMANDE L'ANNULATION DES DERNIÈRES ÉLECTIONS D'AIX-EN-PROVENCE.

M. Jacques Fournier de Lanrière, commissaire du gouvernement...

M. DEBRÉ SOUHAITE QUE LE GOUVERNEMENT S'EXPLIQUE SUR SA POLITIQUE AGRICOLE EUROPÉENNE

M. Michel Debré, député R.P.F. de la Réunion, demande au premier ministre...

LES RÉACTIONS

P.S.: tristesse

Le parti socialiste a publié la déclaration suivante: « Le P.S. apprend avec tristesse que Robert Fabre a accepté une mission sur le thème de la réforme de la République... »

U.D.F.: la coexistence raisonnable

Dans un communiqué publié vendredi, l'U.D.F. se réjouit des progrès de la coexistence raisonnable...

M. LEROY (P.G.): le révélateur de la politique de... M. Mitterrand

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C., écrit dans l'Humanité: « Son refus de Giscard d'Estaing est maintenant déclaré... »

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Roger Mouret, au sujet des événements de Corse en mai 1958...

Le 24 mai 1958 à Ajaccio

Je n'ai jamais affirmé que mon comportement n'aurait été dicté uniquement par les instructions de M. Jules Moch...

En guise de conclusion, j'ajouterais quelques réflexions: 1) Tout d'abord, ayant pris seul la décision que l'on sait, le 24 mai, j'accepte également très volontiers de supporter seul la responsabilité de ce qui s'est passé...

« Le tribunal administratif de Marseille a examiné, vendredi 4 août, les élections municipales partielles de Briançon (Hautes-Alpes) qui, faisant suite à l'annulation du scrutin de mars 1977, ont eu lieu les 18 et 25 juin dernier... »

NE PLUS FUMER! Sans contrainte, grâce aux nouvelles applications "anti-tabac" (à l'oreille).

Bolivie

Les femmes d'immigrés maghrébins en France
La solitude et le Coran

A l'occasion d'une réunion organisée à Paris mercredi 19 juillet... Les femmes algériennes ont salué la naissance de la lutte de la femme arabe...

tauration d'un âge de majorité légale (dix-huit ans), pour le droit au travail des femmes célibataires ou mariées, pour des conditions de salaire égales à celles de l'homme...

ment victimes les groupes de jeunes, les couples non mariés, les jeunes femmes. La moitié de la population algérienne ne peut plus vivre dans l'irrespect, l'ignorance et la marginalité.

Fatma ne sait pas son âge. Trente-cinq ans, trente-huit ans? Physiquement, elle est déjà sans âge. Elle est arrivée de Casablanca voilà quelque six ans...

savais pas parler le français. Je suis venue avec mon mari. J'étais perdue, malheureuse. Elle a commencé à apprendre le français en 1968...

Elle cite cet exemple le cas de Naïma, cette enfant âgée de quatre ans que sa famille, à Nantes, a voulu marier de force, au mois de juin dernier...

attente. Elles souhaitent repartir, mais c'est plus un désir qu'un projet véritable. Les Portugais économisent et repartent, les Algériens ne le font pas...

En termes religieux
« Ce me fait penser aux Indiens d'Amérique, ajoute Mme Chabbi. Ils essaient de préserver quelque chose de leur culture et on veut les assimiler, les gommer... »

« Dans le couple, au Maghreb, indique Mme Chabbi, le mari s'occupe de l'extérieur, le femme de l'intérieur. Elle ne se désintéresse pas du pouvoir... »

Zohra, Naïma, Latifa, Assia et beaucoup d'autres n'ont fait que suivre leurs maris, qui, souvent, les ont emmenées de force. « Ce n'est pas ma propre immigration... »

Malika, trente-deux ans, Algérienne arrivée en France en 1973, est mariée à un homme d'origine algérienne. Elle a eu deux enfants, un garçon et une fille...

« Dans le couple, au Maghreb, indique Mme Chabbi, le mari s'occupe de l'extérieur, le femme de l'intérieur. Elle ne se désintéresse pas du pouvoir... »

Plus que les femmes d'immigrés maghrébins, ce sont les femmes algériennes qui souffrent de la solitude.

JUSTICE

Une forte tête

Pour les autorités judiciaires, Roger Knobelspiess est « une forte tête ». Incarcéré à Poissy, il a volé un an et demi environ « profitant d'une permission de sortie pour s'échapper... »

RELIGION

LE DÉBUT DU RAMADAN

Un devoir religieux, une tradition, une fête

Le jeûne du ramadan débute ce samedi 3 août, annonce un communiqué du recteur de la Mosquée de Paris. Le secteur de la Mosquée souhaite que ce jeûne soit un témoignage de foi et de ferveur de tout l'humanité...

VACANCES POUR LES JEUNES

Le « routard » se fait rare

« La descente du Nil en felouque, c'est pas un truc pour touristes, au moins? Dans les montagnes de Rhodanie, on peut visiter le château de Dracul... Sur la photo de mon passeport, j'ai une barbe. Depuis, je l'ai rasée. Est-ce grave? »

HUMOUR

POUR LES JOURS DE PLUIE

« Toto! Qu'est-ce que dit le monsieur lorsqu'il reçoit la facture des Pompes funèbres après les obsèques de sa belle-douche? »

S'ESTIMANT MENACÉ

UN POLICIER TIRE UN MORT

Un gardien de la paix M. Gérard Jester a tué vendredi matin 4 août, dans un atelier de l'usine Alsthom de Belfort, un homme âgé de trente-quatre ans, M. Albéric Grisey, par lequel il s'estimait menacé. Pour des raisons inexplicables, la victime, souffrant de troubles psychiques, s'était introduite dans l'usine au volant d'une camionnette. Alors que les policiers, appelés par la direction, tentaient de l'en faire sortir, M. Grisey se jeta sur le policier et tira. Le policier a été entaillé par le paquet de Belfort, mais laissé libre.

DÉTENTION PROLONGÉE

POUR PATRICK ROUXEL

Le tribunal de première instance de Copenhague (Danemark), qui devait statuer vendredi 3 août, sur la demande d'extradition du Français Patrick Rouxel (le Monde du 1er août), accusé d'un double meurtre et de viol commis en juillet 1977 à Bordeaux, a prolongé, pour la dix-septième fois consécutive, la détention préventive de celui-ci. C'est le 28 septembre prochain que le tribunal se prononcera pour la demande d'extradition présentée par la France.

TAHAR BEN JELLOUN.

« En forme »

Un nouveau magazine traitant de la santé vient de paraître. Intitulée « En forme », cette publication présente notamment, dans son premier numéro, des articles sur la chirurgie esthétique, l'hygiène, le cancer, le soleil, le tranquillisant, l'obésité, les transpirants, les Editions du Bois de Boulogne (1), ce magazine est vendu 750 F.

MÉDECINE

« En forme »

Un nouveau magazine traitant de la santé vient de paraître. Intitulée « En forme », cette publication présente notamment, dans son premier numéro, des articles sur la chirurgie esthétique, l'hygiène, le cancer, le soleil, le tranquillisant, l'obésité, les transpirants, les Editions du Bois de Boulogne (1), ce magazine est vendu 750 F.

UN NOUVEAU MAGAZINE SUR LA SANTÉ

« En forme »

Un nouveau magazine traitant de la santé vient de paraître. Intitulée « En forme », cette publication présente notamment, dans son premier numéro, des articles sur la chirurgie esthétique, l'hygiène, le cancer, le soleil, le tranquillisant, l'obésité, les transpirants, les Editions du Bois de Boulogne (1), ce magazine est vendu 750 F.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Jeune de 150

GEORGETTE

Sur les traces de Mireille...

Au pied du bloc rectangulaire de béton, deux gosses jouent au ballon. Ils préviennent : frappez fort, sinon on ne vous entend pas. La voix de Mireille Mathieu vous saisit en bas de l'escalier A et monte allègrement avec vous jusqu'au troisième étage. C'est là que Georgette d'ouvre qu'au sixième coup martèle d'un poing énergique. Elle s'excuse si elle écoute Mireille, dit-elle, ce n'est pas seulement pour son plaisir mais pour se faire la voix. Tous les jours, elle s'entraîne, ainsi, pour l'électrophonie Michèle Torr, Betty Mars ou autres « réalistes » et, de sa voix chaude et légèrement voilée, les accompagne. Car Georgette, dix-neuf ans, veut être chanteuse. Et lui, du côté d'Avignon, elle rêvant toutes à la réussite miraculeuse de leur compatriote.

Georgette, c'est un peu Mireille II y a dix ans, avant qu'elle ne s'habille chez les grands couturiers et ne parle « poéti » : un grand sourire, des yeux marron-vert légèrement maquillés, l'allure d'une petite fille sage avec sa robe aux genoux à ses talons. Dans le petit appartement passent et repassent le père, la mère, le frère, le voisin... Sur les murs de la chambre valaient Mike Brant, Dava, Sylvia... A six ans, Georgette chantait pour les petits vieux et pour n'importe qui : à seize ans, sa mère lui demande : « Ça te plairait d'être chanteuse ? » Georgette dit oui, et à dix-sept ans elle commence à prendre des cours : « J'y vais deux fois par semaine, on nous apprend les vocalises, la diction, les jeux de scène ; le plus important c'est de prendre le public, de vivre sa chanson et de lui sourire aussi. » Georgette est déjà un peu connue dans le coin. Elle a chanté dans des galas, participé à des radio-crochets, toujours première avec Miorid, dans sa petite robe noire, parce que « dans sa catégorie, il faut quelque chose de simple, de strict ». On a passé une audition ; on était quarante. Ils en ont pris cinq. J'étais pas le trac, mais l'étais impressionné par les caméras. Il fallait surveiller la lumière rouge. Les gens étaient très gentils. Il y avait Francis Lemaire. Il m'a dit que j'avais une jolie voix mais que j'étais trop jeune pour chanter Piaf. Pourtant il faut bien commencer par quelque chose. Mireille aussi elle a commencé par Piaf. Mon genre, moi, c'est Betty Mars mais je ne veux imiter personne, je veux faire quelque chose de moi-même. Elle a aussi écrit à Charles Dumont pour qu'il lui fasse des chansons « parce qu'il a un style qui me plaît ». Elle sait bien qu'elle n'est pas la seule, qu'il y a de la concurrence. Elles sont cinquante, parfois plus, et concourent et puis, théâtralement, au bout du compte, qu'est-ce qu'elles ont ? Une coupe. « Ça fait une belle jambe ! Non, ce qu'elles espèrent, c'est ce qui est arrivé à d'autres. Alors pourquoi pas à elles ? » On peut rencontrer quelqu'un qui essaie de vous lancer, qui vous fasse des chansons et vous fasse connaître des gens du monde artistique, un impresario qui les chanteurs qui passent à la télé, c'est quelqu'un qui les a lancés, qu'il a occupés. Ils sont pas ici, comme ça, par eux-mêmes. Des fois, on chante dans des galas où passe un chanteur connu ; son impresario peut vous remarquer et décider de vous prendre en main.

ANNE GALLOIS (Lire la suite page 8)

Monde aujourd'hui

SCENARIO

Pour une justice qui brise le cercle

« N'OUS sommes venus res sup', il est insaisissable. Tout l'homme est alors un violenc potentiel. C.Q.F.D. Comment agit alors, quand on est une femme, quand on a rencontré le visage du viol, et qu'une tranche de sa vie devient un fait divers ? On peut s'arrêter pour faire connaître la réalité des faits, on peut débouter en public ou discuter définitif qu'on est d'avance : le violenc n'est, le violenc dira, enfin, la femme a connu le plaisir, malgré la violence première. Que répondre ? Certains lui infligeront vingt ans de réclusion criminelle. Certains, un procès public dans son immeuble, sur son lieu de travail. Le dénonceront nommément par des tracts, par des bombages à l'entrée des autoroutes où il sévit en mentionnant son numéro d'identification. Des femmes ont rêvé une justice où le violenc se sentirait traqué par autre chose que le visage de la justice, qui ne le préoccupe pas assez qu'il rencontre rarement ; plus jamais récomposé par l'anononymat, de plus en plus dénoncé, mis hors d'état de nuire par la publicité, par la prévention (comme celle des tracts qui bientôt dicteront : « Auto-stop les femmes prennent les femmes », le violenc va-t-il changer d'habit ? Une forme de justice qui informe les femmes, sensiblement, partage la méfiance de la prévention, parce que, après tout, hors de chez soi, on a autant de chances de se faire égarer, d'attraper une escarabille dans l'œil, de croiser un vieil ami de collège, de trouver un billet de 100 F, que de rencontrer un violenc. Femmes, apprenez à ne pas rencontrer la misère, ou inventez un meilleur exutoire à l'auto-surveillance, une vraie justice qui brise le cercle qui va de violence en démission, de prise en main en auto-protection, par exemple, après Gisèle Halimi, le « rapto viol » du M.I.A.C. et un M.I.F., ou viole-toujours en France. MYRIAM GAUME.

Inédite, pacifique et directe

Rage, désespoir, impuissance, humiliation, souffrance, voilà le théâtre que les femmes violentes cherchent à résoudre par une forme inédite de justice, pacifique. Parce qu'elle est pacifique, directe. Mais vaine, parce que parodique, dérisoire face au violenc, si l'on retient le portrait-robot qu'elles en tracent. Le violenc : un homme qui déconecte quelques minutes de sa vie quotidienne pour assouvir une volonté de puissance ; par le biais d'un comportement que seuls le biologiste, le psychologue, le chroniqueur mondain, peuvent débusquer, déchiffrer. Pour le reste, on sait que la violence, que la peur peut la faire renaitre encore et encore. De ce court espace qui signifie un viol, l'homme ressort comme un résidu sa carotte. Enchaîné, sans plus. La pénitence, non. Il s'agit là d'un violenc impuissant ou accidentel, non du pervers calculateur. Le violenc peut égarer boire un café, raccompagner sa victime au métro le plus proche, tout bonnement, après lui avoir pointé un couteau sur la gorge l'heure précédente. Il peut, tout et n'importe quoi, sans essayer ses armes. Désespoir, le violenc a mal. Il a mal à sa puissance, et ce mot marie bien toutes ses significations. Le violenc est sur l'autoroute, à la sortie des bords, de l'école, au bureau après les heu-

CURIOSITÉ

Il écrivait du doigt sur la terre

ELLE n'a que dix ans. Je me suis attaché à cette très jeune personne à cause de son extrême singularité. Elle ne fait rien et ne dit rien comme n'importe qui. C'est, du moins, ce qu'il me semble. Ainsi s'est-elle un faible pour les questions existentielles, du genre : pourquoi existe-t-il quelque chose plutôt que rien ? Sa marotte en ce moment, c'est le premier plan. Bien que ça l'embête bien des gens qui ne les ont pas lus, elle veut récrire, à sa façon, les évangiles. On sait que Jésus, dont le langage était l'araméen, lisait aussi l'hébreu. Mais il n'a jamais rien écrit. Sauf une fois, avec son doigt, par terre. Étant donc « tombé » sur le divin épisode (Saint Jean. VIII. 8, 7, 9) où l'on voit des pharisiens tendre, à propos d'adultères, un piège au Galiléen pour l'éprouver et avoir l'accusateur, ma jeune amie tient absolument à soumettre ce curieux passage à ma sagacité, comme, elle dit. Et d'abord elle veut me le lire : « Jésus, qui s'était penché, écrivait du doigt sur la terre. Comme ils persistaient à le questionner, il se redressa et leur dit : que celui de vous qui est sans péché lui jette le premier pierre. Et penché de nouveau, il écrivait sur la terre... » Ce n'est nullement l'argument de la femme adulte en soi qui l'étonne. A dix ans, ces histoires d'adultères sont bien trop liées à celles des adultes pour ne pas être plus étrangères à son univers mental que l'Inde ou la Chine. Non. Pour elle, la seule question est : mais qu'a-t-il écrit ? Et elle se met à écrire, à son tour, ce qu'elle veut. Elle dit : « Je suis sûr que ce qu'il écrivait, c'était : l'adultère, cela qui ne doit jamais être dit et qu'il a regrette aussitôt. Rien que des hypothèses. Et guère, sans doute, orthodoxes. Faut-il donc que l'innocence question de ma si jeune amie, reste indéfiniment sans réponse ? PIERRE LEULLIETTE.

IDENTIFICATION

Mieux que les femmes, mieux que les hommes

U es-tu ? — Dans la rue derrière. Un coup de chance, j'ai trouvé à me garder. J'ose me dire que c'est un grand succès. Un gros, heureusement, parce que je tiens de la place. — Non ! Tu es à pied ? — M'en fache pas, je suis encore en rodage. Moi, en dessous de ce, je m'endors. — Si tu roules pas, ça va pas à l'ennui. — Et puis, je calc. — Oh c'est rien ça, c'est le début. J'ose pas même à faire régler. Quand tu surs, c'est à 100 000 kilomètres, ça sera sûre histoire. Je fais un peu de ces fumes, on peut se repérer au sillage. Tiens, je t'ai pas raconté mon accident ? Un témoin qui m'a raboté l'aile. Heureusement, ça venait de la gauche. Remarque, ça me fait une aile morte. — Oh sans compris sans peine que ces deux interlocuteurs parlent de leur voiture. Pourtant le mot n'est pas prononcé, pas une seule fois. Inutile. La voiture c'est je. Sur quatre roues. L'identification est totale. C'est nous qui roulons, la son de la fin comme des cheminées, sommes blés à l'aile comme des ac. « La publicité nous L'a dit bien que la voiture chez. On menace et égarer comme une femme, c'est et endurante comme un homme. Avec ça une fidélité à toute épreuve. mieux que les femmes, mieux que les hommes. Mais nous nous coûtons de plus ce plus cher. On menace pour nuire. « Nous-nous devon, de leur conjointe nous oblige à marcher à nouveau sur la place ? MARIE-LOUISE AUDIBERTI.

Au fil de la semaine

CHACQUE fois qu'un journaliste aborde dans de libres chroniques comme celle-ci un thème précis sur lequel il s'est informé et a réfléchi, il reçoit, dès la publication de son article, des lettres de spécialistes qui, eux, n'ont pas passé quelques heures à se documenter, mais ont consacré de longues années d'études et de recherches, parfois leur vie entière, à la question traitée. Qu'il s'agisse de l'emploi des jeunes, des accidents de la route, de la régionalisation ou du grand débat sur l'Inde et l'Occident, les remarques, réactions et témoignages ainsi suscités sont presque toujours beaucoup plus probants, solides et précis que les quelques faits et les quelques idées qu'on avait pu avancer. Et l'on envisage de n'avoir pas disposé d'une documentation aussi complète avant d'écrire, on a l'impression de n'avoir égaré que des portes depuis longtemps ouvertes par d'autres, on se reproche d'être resté à la surface des choses. C'est vrai aussi pour nombre de livres écrits par des non-spécialistes.

Ainsi du langage. Après une chronique consacrée au « Triomphe du jargon » (1) et assortie de quelques exemples potemment collectés, ce sont des dizaines de citations, d'anecdotes, de trouvailles qui affluent, beaucoup plus éloquentes et convaincantes — plus éloquentes également — que les menus éléments de preuve et de réflexion qu'on avait pu réunir. Sans prétendre à l'exhaustivité, on trouvera ici, de cette riche moisson, quelques extraits authentiques, pour lesquels on n'a pas eu la cruauté de donner toujours les références exactes — mais elles existent, naturellement.

TROIS échantillons de jargon écrit d'abord, trois seulement, mais qui en disent long. Un universitaire français qui enseigne en Égypte exprime son désarroi. Une de mes étudiantes dit-il, me demande de lui expliquer ou moins les premières pages de l'étude consacrée à « la Jalouse », de Robbe-Grillet, dans une très sérieuse collection de critiques littéraires. Or voici ce qu'on lit à la page 3 : « Le scripteur et le lec-

teur deviennent un seul et même principe d'actualisation, agissent et réagissent dans et sur le texte qu'ensemble ils produisent et qui les définit comme indissociables parce que l'un et l'autre indéfinis, provisoires, non privilégiés. Tout roman de Robbe-Grillet est ainsi une cérémonie du problématisé, une épiphanie de la question. » Je cherche vainement, conclut notre correspondant, comment éclaircir pour cette jeune Égyptienne une telle définition de l'œuvre du romancier... L'autre texte provient du « Monde » — « Fon sur le bec », dit-il. « Camard enchaîné », me dit une « libre opinion » déjà un peu ancienne signée par un militant autoproclamé. Il écrit : « Notre fidélité abusive conjuguée à notre authenticité créatrice magnifie notre tonalité en refusant celle-ci en tant que dogme, mais en la vivant dans l'actualité de notre culture universelle dans sa marginalité soulignée par le soul d'assumer le plus possible d'humanité. » L'ennui, c'est qu'un tel galimatias commence par la « bronzité » et aboutit aux explosifs. Heureusement, on dispose, à côté du mal, du remède. Dans l'introduction générale d'une savante collection d'ouvrages portant sur les structures de la langue française, dirigée par deux éminents spécialistes, on peut lire cette promesse réconfortante : « La grammaire que nous proposons est distributionnelle, générative et transformationnelle... Nous voilà sauvés ! »

Le jargon parlé ensuite : il fait l'objet de très nombreuses lettres de lecteurs qui ont relevé dans les dernières semaines, au hasard des émissions entendues ou regardées, une foule de « culs », d'impropriétés, d'énormités diverses. Passons sur les rémunérations, les crépitements, les coups de burin, les décisions renvoyées aux calendes grecques, les problèmes solutionnés et les analyses de « ce qu'il se passe » ou Liban, au Cameroun ou ailleurs. Ce ne sont encore que brouilleries, « bavures » trop fréquentes hélas ! Mais on a frissonné en apprenant qu'un couple anglais avait été assassiné dans l'arrière-pays de la Côte d'Azur au moment où on s'apprête à célébrer le vingt-sixième anniversaire de l'affaire de Lurs ». On a admiré la fermeté et le style du président d'une importante fédération sportive, très en vedette ces derniers temps du côté de Buenos-Aires, dont une déclaration télévisée commençait ainsi : « On peut penser (un temps), si l'on réfléchit (un temps), qu'il est impensable (un long silence) de penser que... » Il est vital que son interlocuteur pouvait annoncer fermement quelques instants plus tard : « Nous couvrirons en direct cet événement. » Dans une autre émission sur une autre antenne... voisine, l'annonce d'une campagne de dératization donnait l'occasion de quelques réflexions profondes, celle-ci par exemple : « Les enfants vivent les rats avec sympathie. » Ou, vivant les rats ! « A la question fréquemment posée : « Comment vous faites ? » on répond : « Je me suis entraîné beaucoup de fois. » « Neuf » et « nouveau » s'emplacement indifféremment — et malencontreusement — tantôt pour un projet, un accord ou tout autre, tantôt pour une voiture, un vêtement ou nouveaux ». Quant aux oppositions, elles foisonnent, depuis les pré-chocs jusqu'à la détente-sport — car on pense football comme on mange chinois — en passant par l'aliment-polisson et la culture-radio. Sur les ondes, on casse tout : on casse les grèves et les prix, on casse du Karaoke et on casse le travail, et, même, avec le mauvais temps, ce casse-pieds, on casse les vacances. Et puis il y a les mots-clés aux acceptions si variées qu'on s'y perd : concerner par exemple « Vous êtes concernés », le nouveau tarif concerne les marchandise », « les bouchons concernent Blon futé », etc.) et aussi pronouvoir, mis à toutes les sauces, promotionnelles naturellement. Ou plutôt à toutes les éditions et à tous les niveaux, bien entendu, autres fois à la mode : « une nouvelle édition des rencontres européennes au niveau des chefs d'Etat », « l'édition 1978 du

14 juillet au niveau national », « la prochaine édition du conflit sino-soviétique au niveau stratégique... ». Un grand sujet d'inspiration, c'est la prononciation. En mettant bout à bout un certain nombre de toutes fort courantes relevées par le Bulletin de l'Association « Défense de la langue française » (2), on aboutit à un texte, évidemment imaginaire, qui donnerait phonétiquement ceci : « Aujourd'hui, lundi, sur la suggestion de Zitroné, l'ortillade s'arrivé du Pentagone. L'hexagone et même le cote son en fête. Mitrhon a mis le main à la patte. Spendant, pour battir, il faut avoir un diplomate et quant nous achtons petit à petit l'entrecôte — entre gullmetts — on peu attendre les cinq minutes demières minutes ». En quelques lignes, vingt mots ou noms écorchés, cinq holois omises. Canticature ? Oui, bien sûr. Mais tandez l'oreille, vous en entendrez bien d'autres, et de plus. Par exemple, The-Live et sine dia prononcés comme s'il s'agissait de mots anglais (Ta-It-lo-ive et Saine Da-é), une sonate signée de Vivaldi-L. Que les confrères de la radio et de la télévision ne prennent pas ombre d'une mise en cause qui s'adresse à nous tous, journalistes de la presse écrite, parée et en images, et à beaucoup d'autres avec nous.

Encore les journalistes que nous sommes peuvent-ils plaider l'excuse de la rapidité, de l'improvisation, de l'instantanéité que d'autres, auteurs, enseignants, hommes de parole et de plume, ne sauraient invoquer. Excuse non absolue, cependant pour nous, car nous nous adressons avec autarité à un public indifférent de millions de lecteurs et d'auditeurs de tous âges pour lesquels les médias sont le complément, voire le substitut, de l'enseignement. Le jargon, les prononciations furtives, le laisser-aller, font aux quasi écoles. Ils n'habitent pas seulement la langue et la culture, ce qui est déjà grave. Ils brouillent aussi les idées et faussent la jugement. (1) Le Monde daté 23-24 avril. (2) Numéro 93 18, rue Égérie, 75009 Paris. L'article cité ici était tiré de la revue Séisme.

Rémunérations et aéroports

par PIERRE VIANSSON-PONTE

LES JEUNES se fait rare

Le monde nous manque. Pour les jeunes, le monde est un lieu de découverte, de connaissance, de rencontre. C'est pourquoi ils ont besoin de voyager, de découvrir de nouvelles cultures, de rencontrer de nouvelles personnes. Mais le monde se fait rare, et il est de plus en plus difficile de trouver des opportunités de voyage et de découverte. Les jeunes ont besoin de se sentir libres, de pouvoir explorer le monde à leur guise. C'est pourquoi ils ont besoin de programmes de voyage adaptés à leurs besoins et à leurs aspirations. Les programmes de voyage doivent être conçus de manière à offrir aux jeunes des expériences enrichissantes et éducatives. Ils doivent également être accessibles financièrement et offrir une grande flexibilité en matière de dates et de destinations. Les jeunes ont besoin de programmes de voyage qui leur permettent de découvrir le monde et de se réaliser personnellement.

HUMOUR POUR LES JOUES

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

DER SPIEGEL

Des clients qui coûtent cher

L'hômodatadre de Hambourg DER SPIEGEL s'inquiète de la recrudescence des vols dans les hôtels de R.F.A. et surtout du fait que ces derniers, jadis légers, sont en train de changer de nature.



Grandeur et décadence du dollar

La chute du dollar provoque une ruée touristique sans précédent. Les États-Unis ont écrit l'hebdomadaire U.S. NEWS AND WORLD REPORT.

Les inondés de Gonda

La mousson ravage, comme tous les ans, une partie de l'Inde, mais selon le correspondant du GUARDIAN à New-Delhi, certains Indiens n'en ont pas, pour autant, perdu leur sens de l'humour.



Un abus

La Cour suprême d'Indiana, a renvoyé l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, a annoncé l'arrêt d'un homme emprisonné pour meurtre, qui plaide qu'il se condamne à vie dans une prison d'hommes constituait une peine cruelle et inusuelle puisqu'elle le condamne à céder pour le reste de ses jours.

Daily Mail

La vie rêvée

En ces temps où beaucoup de jeunes couples vivent ensemble-mais-ne-se-marient-pas-parce-qu'ils-ont-des-principes, le DAILY MAIL explique d'une plume experte les différences qui séparent un « ami » d'un mari.

Lettre de Venise

En oubliant le guide



Voyageur éclairé ou touriste

organisé ce n'est pas à vous que j'aurais la prétention d'apprendre Venise. Documenté et chaperonné par le bréviaire bleu ou le bonnet de papier ou le bonnet de papier ou le bonnet de papier...

qui annoncent à l'automobiliste la présence de canotiers sur la route : vous ignorez, n'est-ce pas, que le zèle religieux des Vénitiens était si vil qu'il convenait de les avertir d'éviter à l'approche du maître-autel ?

hantent les esprits harassés de ces malheureux galériens de la beauté forlanaire ? Du fond de leur déréliction, ils se bercent du fol espoir d'une commutation de peine : le bannissement définitif de Venise, assorti d'une assignation perpétuelle à résidence, si possible dans leur commune d'origine.

POUR dissiper la pénible impression de cette fâcheuse rencontre, je vous propose une escapade aux îles de la Laguna. Ni ou Lido, lourde et prétentieuse copie de La Baule postmodernisée en version mussolinienne ni à Murano, norme fabrique de briques aux entrées béantes sur une eau aussi glauque qu'une aube de révolution industrielle anglaise.

che avec uno amoureux — et paternelle — sollicitude sur le bonheur tranquille de ses ocellés.

De l'autre côté de l'eau, au-dessus de la marée ondoyante des herbes, le doigt dressé d'un campanile identique occroche des flocons de neige : il veille depuis dix siècles sur l'île de Torcello, que le vent de l'histoire n'a pas encore osé réveiller et que nos pas discrets ne dérangeront guère.

TAISANT notre émerveillement de créoles de rompre un charme si fragile, nous écouterons s'éteindre le silence de cette fin d'après-midi. Puis il nous faudra abandonner Torcello à son rêve de pierre où s'est figé le sable du temps.

Avant de nous séparer à l'embarcadere du Canal Grande, écoutez encore : derrière les volages de cette fenêtre, quelque chant doucement dans l'heure alanguie du soir qui descend. Une voix de jeune fille, une simple mélodie, quelques mots tendres dans la langue casante de ce pays que vous n'avez pas eu le temps d'apprendre. Vous ne me croiriez certainement pas si je vous confie que, rêve ainsi la jolie comtesse A. S., à qui Catherine offrit un jour un clevecin, car elle aimait plus que tout le monde et il l'embaillait à la fois. Aussi, je ne vous en dis rien, me barrant à vous souhaiter bon voyage. Oubliez le guide !

PATRICK LECOMTE.

ARCHIPEL DES TUAMOTU

Le gendarme de Rangiroa

MAURICE BARGENDA, né en Moselle, près de Sarreboury, il y a trente et un ans, est marié et a deux enfants. Il est chef de gendarmerie, de la « brigade », la territoriale, celle qui connaît tous les villages de France, pas la « rouge », la gendarmerie mobile, que connaissent tout aussi bien, mais pour d'autres raisons, les manifestants et les grévistes.

de l'aérodrome entre lagon et océan — il a retrouvé une vieille connaissance. En effet, en décembre 1977, l'ancien premier ministre avait déjà été l'hôte de Maurice Bargenda lorsque celui-ci occupait le poste de Maripassou, au bord du Maroni, au fin fond de la forêt guyanaise ; le chef de gouvernement de l'époque y avait passé la nuit de Noël.

d'un soir. Il y a trois ans, ils avaient dégusté des brochettes de calman. Cette année, ils ont goûté le cochinnet cuit à l'étouffée dans des feuilles de bananier posées sur des pierres chaudes, car au dernier moment le maître, M. Henri Matard, avait renoncé à la spécialité locale, du chien bouilli.

Tard dans la nuit, tout le village s'assemble dans le tonneau au bord du lagon, où les grandes roues au centre blanc effectuent leur ballet nocturne sous les cocotiers penchés par les alizés. Et, côte à côte, la pandore et le maître de Rangiroa, comme sous les ombres frondantes de la jungle amazonnienne, le gendarme et le président du R.P.R. ont prolongé leur repas avec leurs hôtes.

ANDRÉ PASSERON.

Publié par le S.E.R.L. Le Monde. Gérance : Jacques Fenet, directeur de la publication, Jacques Sarragat.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'éditeur.

Advertisement for Catherine Valabrègue's book 'des enfants, pourquoi? aujourd'hui un choix'. The ad includes the author's name, a quote about the book, and the publisher Stock/FEMMES.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

SOCIÉTÉ

GEORGETTE Sur les traces de Mireille...

(Suite de la page 7.)

Mais, pour ça, il faut savoir attendre. Aller trapper aux potes, demander. Pas question. C'est pas possible... Non, on peut pas. Ça ne se passe pas comme ça. Il faut attendre. C'est la chance. Mais il y a des choses que je ne ferai pas, même pour réussir, comme coucher avec l'impressioniste par exemple. S'il le faut, je resterais une petite amatrice mais je ne le ferai pas.

BRETAGNE

Un goémonier raconte son métier

M. B. — La quarantaine solide, habite avec sa femme et ses quatre enfants à quelques centaines de mètres de la mer. La maison est simple, accueillante. Bien orientée, elle est très claire, lumineuse comme la kitchenette d'un phare et, de la fenêtre de la salle à manger, on aperçoit les gros rochers qui, à cet endroit, jalonnent le rivage. Ils sont les frères de ceux du large, ceux sur lesquels, vers l'ouest, l'Amoco-Cadix s'est venu élever dans la nuit du 16 mars.

Mme B. — Cette année, l'usine s'est modernisée et la totalité de la production a été prise en vert. Pour nous c'est plus rentable. M. B. — De temps en temps on fait une marée de pioles aussi, le Hohen. M. B. — Pour le goémon noir, on reste par ici. Pour le tall on va jusqu'à Portsal. On ne va pas vers Guissey. On a des journées bien remplies. Parfois on fait deux marées dans la même journée; on prend à 4 heures du matin et on finit vers 10 ou 11 heures du soir. Mais on rentre tous les jours à la maison.

APOLOGUE

La mort du bienfaiteur

AVANT d'ouvrir le Séminaire des sémiologues, le Séminaire sur l'insémination artificielle, le Congrès sur la sexualité des congress, la Décade des décadents et les Rencontres des contre-bassistes; la haute personnalité inaugura le Salon de l'Armée du Salut, le Symposium sur le grand sympathique, la Conférence sur les conjonctures et la Galerie des paléontologues, avant d'enlever un discours de clôture au Festival du Jive Jété-chiste. Négligent la Randomness des quinteux, la Journée des ajournés et la Nuit des ennuyés qui, conjointement, honoraient la région, le bienfaiteur, congedia ses gorilles, alléguant une fatigue bien naturelle qui l'empêchait de lui venir en aide.

LA VIE DU LANGAGE

Une stratégie pour le français?

Le français encore, le plus généralement les rapports de concurrence, de complémentarité et de contact entre les deux langues. D'habitude, on se contente de constater l'état actuel de nos communications, il est illusoire d'espérer se faire une idée globale correcte de ces rapports et de leur évolution possible. Au petit jeu des diagnostics et des pronostics, on peut sans trop de souci avancer les hypothèses les plus opposées: que le français « perd son âme », ou au contraire qu'il « retrouve une jeunesse »; qu'il manque de vitalité, ou qu'il en a trop, etc.

passée du Français qui ignore le géographe, voyage peu, ne se plect que dans son jardin; bref, d'une France recroquevillée sur son petit carré et ses traditions; et aussi, en même temps, une surévaluation du « pouvoir communicant » de l'anglais et une sous-évaluation de celui du français. Même justifiée dans son objectif et appliquée efficacement, une loi linguistique limitée à des prescriptions de vocabulaire ne force pas à l'usage de l'anglais et corrélativement celle d'un français assésié dans son territoire historique et qui se battrait le dos au mur. Opposons à cela une étude intéressante et plaisante de G. Pierson sur « les éléments français de la néologie américaine contemporaine » dans le n° 15 de la Banque des mots (1).

CORRESPONDANCE

Une lettre (recommandée) de Ferny-Voltaire

Sous le titre « Voltaire et la lettre recommandée », nous avons publié (dans le Monde du 4-5 juin) une lettre d'une lectrice, Mme Bruyant, qui se plaignait de n'avoir pu retirer au bureau de poste de Ferny-Voltaire (Ain) une lettre recommandée dont l'adresse était libellée « Monsieur de Madame ». Plusieurs lecteurs ont réagi à cette lecture. Les uns, comme M. G. Franck de Lyon, pour approuver le postier qui ne peut légalement remettre à l'un des deux conjoints, non marié d'une procuration, une lettre adressée aux deux. D'autres pour se plaindre de l'attitude observée vis-à-vis du public par certains employés du bureau des P. et T. en cause.

Vers un meilleur équilibre

Même dans l'usage nouveau, de l'équipe ou quelque revue technique, de l'audio-visuel et des voyages, le même sondage est certainement donné des résultats moins rassurants. Non qu'il y ait « négligence » ici et là; les conditions de travail dans la presse rendent difficile l'application de consignes de « pureté » linguistique, admettant même que la nécessité de ces consignes soit admise par les intéressés. Mais les occasions de faillir se font évidemment d'autant moins fréquentes que l'on s'éloigne des langues de travail, des « lectionnaires ».

Do you speak Fringlish?

Repetant que les langues ne seurent demeurer vivantes sans communiquer entre elles (et se communiquer) « des éléments d'information », G. Pierson note que, s'agissant de notre langue, « le courant d'échange le plus important est celui qui se continue avec l'anglophonie »; et que « le solide de l'échange est extraordinairement positif au bénéfice du français »; au point que, de vis-à-vis à carte blanche, en passant par amuseur, zig-zag, force majeure, coup de grâce, engagé, consote, émutation, biodegradable et monopole, et quelques centaines d'autres, des auteurs anglo-saxons (Clarence L. Barnhart) n'hésitent pas à parler de « Fringlish ».

uiroa

ANDRÉ FASSINO

MOINS

loi?

ingé

1978/8/15

P. AR. GALL.

(1) Scoubidou : c'est le nom donné par les goémoniers à une sorte de grosse grille avec laquelle on va fouiller le fond. Elle est actionnée à la main ou au moteur comme c'est le cas pour M. B. (2) Gallotins : c'est une sorte de faux montée sur un long manche.

RADIO-TELEVISION

POINT DE VUE

L'INA vu de l'intérieur

par HERVE GOSSELIN (*)

L'LIQUIDATION pure et simple. C'est le mot qui a été répété...

pas de stift qu'il s'adressera à l'INA. Enfin, les projets de vidéo-thèques régionales tardent...

La recherche ne va pas beaucoup mieux. A part le Groupe de recherche musicale qui va son petit bonhomme de chemin sans faire de bruit...

Maïs il ne suffit pas de disposer de ressources. Encore faut-il savoir les utiliser à bon escient et, pour ce faire, prêter une attention soutenue à la gestion...

De ce point de vue, on est loin du compte.

Mais il ne suffit pas de disposer de ressources. Encore faut-il savoir les utiliser à bon escient et, pour ce faire, prêter une attention soutenue à la gestion...

Le problème reste, cependant posé de savoir s'il n'est pas vain de vouloir maintenir cet assemblage hétéroclite. On se prend à repenser à un service public de la radio-télévision qui regrouperait l'ensemble des sociétés créées lors de l'éclatement de l'O.R.T.F...

Les graves difficultés que connaît l'INA et que l'INA traduit dans la crise que traverse l'audiovisuel en France. Beaucoup de retard a été pris, beaucoup d'erreurs ont été faites...

Un assemblage hétéroclite

Dans le même temps, on restructure au niveau de la direction l'INA, change de secrétaire général...

Reste la situation financière, qui fait grand bruit : 14 millions de francs de déficit pour l'exercice 1977...

une augmentation de 70% du montant de la redevance versée à l'INA. Personne ne croyait que ce serait le chiffre retenu...

La situation financière risque donc de rester dans son état actuel, voire de se détériorer. Plusieurs éléments peuvent l'expliquer.

D'abord, il est extrêmement difficile de faire fonctionner un établissement public qui, de par ses activités, ne peut espérer que peu de recettes sans que les autorités de tutelle lui en donnent les moyens.

La formation professionnelle a beaucoup perdu en qualité, à tel point que les sociétés issues de l'O.R.T.F. se font tirer l'oreille pour y envoyer leur personnel.

Les opérations de conservation et de restauration des archives audiovisuelles héritées de l'O.R.T.F. pèsent lourdement sur le budget.

Écouter-voir

MUSIQUE : IL Y A CINQUANTE ANS DISPARAISSENT LES JANACEK. R.C., dimanche 6 août à 16 h. 5, lundi 7 à 17 h. 32...

DOCUMENT : DEMAIN L'AGRICULTURE. Mercredi 9 août, TF 1, 22 h. Entre l'industriel et l'artisan, le chimiste et le microbiologiste...

CAMERA JE : LUDWIG. REQUIEM POUR UN ROI VIERGE. Jeudi 10 août, TF 1, 22 h. Qu'on ne s'attende pas à trouver dans cette vie de Louis II de Bavière une reconstitution historique...

LA BRIGADE DU DIABLE d'Andrew McLaglen. Lundi 7 août, FR 3, 20 h. 30. Inspiré, sans doute, par le succès de Doute Salopards d'Aldrich...

LA CHARTREUSE DE PARME de Christian-Jaque. Jeudi 10 août, FR 3, 20 h. 30. Quand le cinéma français cherchait la qualité dans les adaptations littéraires...

LA VIE FACILE de Francis Wrois. Vendredi 11 août, A 2, 22 h. 35. On commente la confrontation de Henri Serre, dans un rôle d'antagoniste baroudeur...

Les films de la semaine

LA PLUS GRANDE HISTOIRE JAMAIS CONTÉE de George Stevens. Mercredi 9 août, A 2, 15 h. Celle de Jésus et, sans doute, la plus exploitée par le cinéma...

L'AUTRE de John Cromwell. Lundi 7 août, TF 1, 20 h. 30. Le romanque hollywoodien d'avant-guerre, dans la lignée de celui de Frank Sinatra...

LA BRIGADE DU DIABLE d'Andrew McLaglen. Lundi 7 août, FR 3, 20 h. 30. Inspiré, sans doute, par le succès de Doute Salopards d'Aldrich...

LA CHARTREUSE DE PARME de Christian-Jaque. Jeudi 10 août, FR 3, 20 h. 30. Quand le cinéma français cherchait la qualité dans les adaptations littéraires...

LA VIE FACILE de Francis Wrois. Vendredi 11 août, A 2, 22 h. 35. On commente la confrontation de Henri Serre, dans un rôle d'antagoniste baroudeur...

LES CHEVALIERS DU TEXAS de Ray Enright. Mardi 8 août, FR 3, 20 h. 30. Des Texans dans les remous de la guerre de Sécession. On western usiné chez Warner avec la coquetterie de l'époque...

LA VIE FACILE de Francis Wrois. Vendredi 11 août, A 2, 22 h. 35. On commente la confrontation de Henri Serre, dans un rôle d'antagoniste baroudeur...

ENTRETIEN AVEC ROBERT BOBER

Approches de la culture juive

TROIS émissions de la série « Lire c'est vivre » de Pierre Dumayet sont présentées pendant le mois d'août. Deux émissions sur le Talmud, le grand livre de la religion et de la culture juives...

« Je suis juif et c'est pour moi une chose importante. En octobre 1975, j'avais réalisé un film sur des réfugiés en provenance d'Allemagne, des apatrides d'origine polonaise. C'était à la fois une recherche et une affirmation d'identité à cette époque, Pierre Dumayet, qui s'est toujours intéressé à la littérature touchant au judaïsme, cherchait, pour sa série, un livre pour des lecteurs juifs. Il m'en a parlé, j'ai cherché avec lui...

« Martin Buber avait trouvé dans les textes légendaires un prolongement de sa philosophie. Les récits de cet héritage spirituel peuvent être interprétés de manière différente. Nous les avons fait lire aux habitués d'une bibliothèque juive de Paris, la M.Gem. Ces lecteurs ont des activités diverses : professeur, avocat, peintre, hôtelier, ingénieur. Chacun a choisi à sa guise dans les récits. Et nous nous sommes aperçus que, même à leur insu, le hassidisme agit en eux, qu'il était comme un esprit de famille...

Propos recueillis par JACQUES SICLIER. * Du côté du Talmud à Radio et à la télévision, lundi 7 août, A 2, 21 h. 31. Une émission, lundi 14 août, A 2, 21 h. 35. * Les récits hassidiques, lundi 21 août, A 2, 21 h. 35.



* Ingrid Bergman dans « Intermède ». (Dimanche 13 août, FR 3, 22 h. 45.)



* Ingrid Bergman dans « Intermède ». (Dimanche 13 août, FR 3, 22 h. 45.)

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

SPECTACLES

(Suite de la page 13.)

LA LOI ET LA PAGAILLE (A. v.o.) : Burt Reynolds, 14 (321-82-32).

Les films nouveaux

SIONORA SIGNORA, film collectif italien, 14 (321-82-32).

LE SANGRE DE UN ANGELO (A. v.o.) : Burt Reynolds, 14 (321-82-32).

Les grandes reprises

APREUX SALES ET MECHANTS (A. v.o.) : Le Chef, 14 (321-82-32).

FESTIVAL D'AVIGNON

LE THEATRE DE LIBERTE presente Legendes à venir d'après Nicolas Hilmert.

SPORTS

ATHLETISME

SARA SIMEONI BAT LE RECORD DU MONDE DE SAUT EN HAUTEUR FEMMIN (2,01 mètres)

L'italienne Sara Simeoni a amélioré d'un centimètre le record du monde du saut en hauteur féminin en franchissant 2,01 mètres à son premier essai à l'occasion de la rencontre Italo-Polonoise d'athlétisme disputée le 4 août à Breslavia.

Natation

LE PORTO-RICAIN J. VASSALLO BAT LE RECORD DU MONDE DU 400 METRES QUATRE NAGES

A Woodlawn, au Texas, au cours de la troisième journée des championnats des Etats-Unis, le Porto-Ricain Jesse Vassallo a battu le record du monde du 400 mètres quatre nages en 4 min. 21 sec. 23, améliorant de 28 centimètres de secondes le précédent record obtenu par l'Américain Rod Strachan.

SPORTS

ATHLETISME

SARA SIMEONI BAT LE RECORD DU MONDE DE SAUT EN HAUTEUR FEMMIN (2,01 mètres)

L'italienne Sara Simeoni a amélioré d'un centimètre le record du monde du saut en hauteur féminin en franchissant 2,01 mètres à son premier essai à l'occasion de la rencontre Italo-Polonoise d'athlétisme disputée le 4 août à Breslavia.

Natation

LE PORTO-RICAIN J. VASSALLO BAT LE RECORD DU MONDE DU 400 METRES QUATRE NAGES

A Woodlawn, au Texas, au cours de la troisième journée des championnats des Etats-Unis, le Porto-Ricain Jesse Vassallo a battu le record du monde du 400 mètres quatre nages en 4 min. 21 sec. 23, améliorant de 28 centimètres de secondes le précédent record obtenu par l'Américain Rod Strachan.

CARNET

Décès

M. Louis Aron, M. et Mme Pierre Vellay et leurs enfants.

Condoléances

M. Jean-Jacques BOYER, dans ces tristes circonstances.

Voile

Course de « l'Aurore »

Grilles Garnet Vanouleur de la deuxième étape.

Informations pratiques

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 05.08.78 A 0 h GMT. Prévisions pour le 6.8.78 DÉBUT DE MATINÉE.

CARNET

Décès

M. Louis Aron, M. et Mme Pierre Vellay et leurs enfants.

Condoléances

M. Jean-Jacques BOYER, dans ces tristes circonstances.

Voile

Course de « l'Aurore »

Grilles Garnet Vanouleur de la deuxième étape.

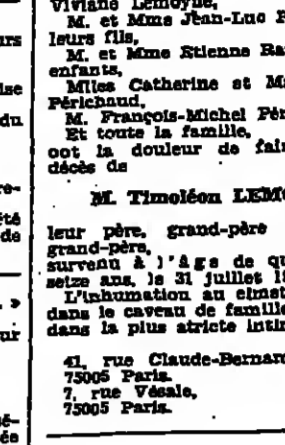
Informations pratiques

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 05.08.78 A 0 h GMT. Prévisions pour le 6.8.78 DÉBUT DE MATINÉE.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2144



HORIZONTALEMENT

I. Nest jamais arrêté sans jugement. II. Certains ne sont que poussière. Revenait souvent sous le plume de Lucien.

VERTICALEMENT

I. Peut se réjouir quand il voit arriver des cousins. II. Du soir au matin. N'ont que de mauvaises nouvelles.

Solution du problème n° 2143

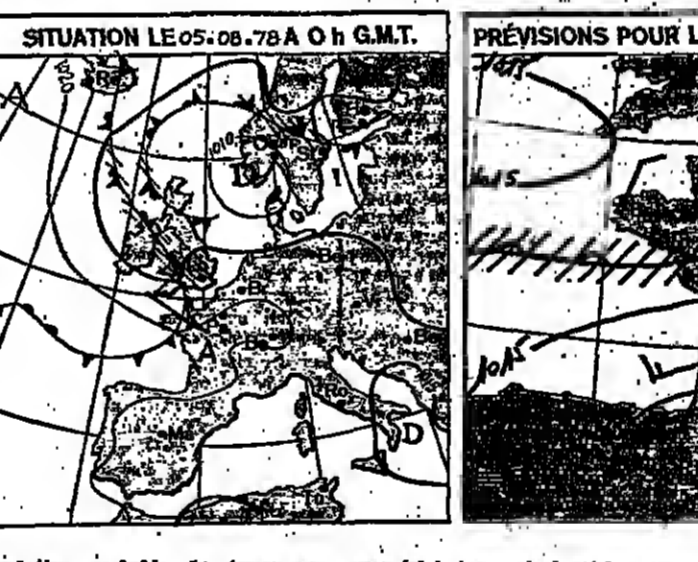
Horizontalement - II. Virages; Bégué; III. Bébé; Tue; Ulysse; IV. Règle; Ombi; Ergot.

VERTICALEMENT

I. Agglomération; II. Virages; Bégué; III. Bébé; Tue; Ulysse; IV. Règle; Ombi; Ergot.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France

Le plus grande partie de la France continuera sous l'influence d'air assez humide, d'origine océanique dirigée par les basses pressions du sud de la Scandinavie.

nombreux domaines de ondées orageuses

Les vents, faibles à modérés, s'orienteront au sud-ouest. Les températures baisseront un peu.

Sur la moitié sud de la France,

de belles périodes ensoleillées se prolongeront en début de journée, puis des nuages progressivement plus

nombreux domaines de ondées orageuses

Les vents, faibles à modérés, s'orienteront au sud-ouest. Les températures baisseront un peu.

Sur la moitié sud de la France,

de belles périodes ensoleillées se prolongeront en début de journée, puis des nuages progressivement plus

nombreux domaines de ondées orageuses

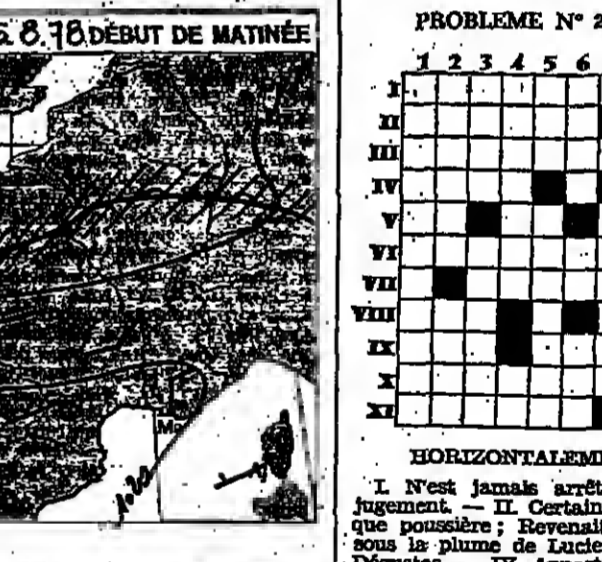
Les vents, faibles à modérés, s'orienteront au sud-ouest. Les températures baisseront un peu.

Sur la moitié sud de la France,

de belles périodes ensoleillées se prolongeront en début de journée, puis des nuages progressivement plus

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France

Le plus grande partie de la France continuera sous l'influence d'air assez humide, d'origine océanique dirigée par les basses pressions du sud de la Scandinavie.

nombreux domaines de ondées orageuses

Les vents, faibles à modérés, s'orienteront au sud-ouest. Les températures baisseront un peu.

Sur la moitié sud de la France,

de belles périodes ensoleillées se prolongeront en début de journée, puis des nuages progressivement plus

nombreux domaines de ondées orageuses

Les vents, faibles à modérés, s'orienteront au sud-ouest. Les températures baisseront un peu.

Sur la moitié sud de la France,

de belles périodes ensoleillées se prolongeront en début de journée, puis des nuages progressivement plus

nombreux domaines de ondées orageuses

Les vents, faibles à modérés, s'orienteront au sud-ouest. Les températures baisseront un peu.

Sur la moitié sud de la France,

de belles périodes ensoleillées se prolongeront en début de journée, puis des nuages progressivement plus

LE MONDE

Journal officiel

150

équipement

TRANSPORTS

A PROPOS DE...

Une visite de M. Le Theule en Savoie et en Haute-Savoie

La montagne malade de ses routes

M. Joël Le Theule, ministre des transports, en visite jeudi 3 et vendredi 4 août en Savoie et en Haute-Savoie, a annoncé quelques mesures pour améliorer les infrastructures routières dans ces départements de montagne, mais, à l'issue de ce voyage, les élus locaux ne se sont pas montrés satisfaits des propos du ministre.

M. Le Theule a pourtant promis un aide de 90 millions de francs pour les routes de la Savoie, ée sur 1978 et 1979. Savant l'urgence et l'ampleur des travaux à effectuer dans le département de la Savoie, qui, affirme M. Louis Basson, président-socialiste du conseil général, « est malade de ses routes », le ministre des transports n'a, semble-t-il, apporté que quelques « réponses » aux difficultés actuelles de ce réseau.

L'ouverture, annoncée officiellement pour la printemps 1980, du tunnel du Fréjus, pose à la vallée de la Maurienne de sérieux problèmes. On prévoit que la « tube », long de 12,5 kilomètres, qui reliera la France à l'Italie, fera passer le trafic de six mille véhicules/jour à quinze mille, dont un tiers de camions. Les caractéristiques de cette route ne permettant pas actuellement un trafic fluide, les déviateurs de Saint-Jean-de-Maurienne et de Saint-Alchaud-Maurienne, qui, a annoncé le ministre, seront accélérées, risquent de « réaménager » partiellement la circulation sur cet axe international. M. Pierre Dumas, président de la Société du tunnel sous le Fréjus, reconnaît toutefois que le minimum indispensable « a été acquis », mais prévoit déjà « des premiers mois difficiles en 1980 » sur l'itinéraire conduisant au tunnel. Quant au déviateur de la Maurienne, M. Jean-Pierre Cot (P.S.), il a rappelé que M. Olivier Guichard, alors ministre de l'équipement, a « vu », lors de l'inspection de l'autoroute Lyon-Bourgoin, en novembre 1972, annoncé la construction de « l'autoroute de Maurienne ».

En venant à Chambéry, le ministre des transports s'est fixé pour principal objectif de trouver une solution « ad hoc » aux difficultés actuelles que rencontrent la construction de la voie rapide urbaine (V.R.U.) de Chambéry. En effet, les autoroutes Lyon-Chambéry, Annecy-Chambéry et Grenoble-Chambéry, construites par la Société des autoroutes

(Suite de la première page.)

Les cités les plus industrielles de la Rhur — il est vrai reconstruites depuis la guerre — ont perdu leur pittoresque de crasse et de fumées. Pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères, certaines municipalités sont exemplaires comme celle de la Vieille et célèbre ville universitaire d'Heidelberg, cent cinquante mille habitants, dans le Land de Bade-Wurtemberg.

Villages déplacés et reconstruits

Les entreprises industrielles — au moins les plus notables d'entre elles — montrent volontiers leurs réalisations en faveur de l'environnement. La société Rheinbraun, par exemple, exploite méthodiquement, et depuis un demi-siècle, le gigantesque gisement de lignite qui s'étend entre Cologne et Aix-la-Chapelle. Le combustible, entraîné de plages lointaines, se trouve à fleur de terre. On ouvre donc des carrières dans lesquelles des excavateurs énormes, conduits par des équipages de mécaniciens, creusent le sol au rythme de 200 000 tonnes par jour. Des bandes transportées et des convois ferroviaires schématisent le lignite vers les centrales électriques. L'une de ces opérations, épuérement baptisée « Fortuna », large de 150 hectares et profonde de 300 mètres, est la plus vaste mine à ciel ouvert du monde. Ainsi tirée depuis des décennies, le paysage devrait être l'un des plus hideux et des plus chaotiques du globe. Il n'en est rien.

Le loess de surface, éminemment fertile, est mis de côté, le lignite, exploité dans les centrales, et le sable immédiatement déversé de l'autre côté de la carrière, qu'il comble ainsi au fur et à mesure. Lorsqu'un village se trouve sur le chemin des excavateurs, on le reconstruit un peu plus loin. Vingt mille habitants ont été ainsi déplacés et réinstallés dans des constructions neuves. Sur les 7 000 hectares qui ont été exploités, 5 000 sont aujourd'hui couverts de forêts, où l'on chasse le gros gibier, 4 000 sont des propriétés agricoles à l'usage de la région. Le paysage est si minimeusement remodifié que, contrairement à ce qui est devenu une règle presque stricte.

Autre pari apparemment impossible, celui tant de Liverpool, par la B.A.S.F., la seconde entreprise chimique,

domestiques, déposés dans des poubelles hermétiques distribuées par la municipalité, sont transformés en un modèle du genre. Le compost est vendu selon sa composition, soit aux vigneron, soit à une fabrique d'engrais. Les sobants déchargés en compost dans une benne qui est norielles les bourgs de l'arrondissement, ont été réduites à trois, soigneusement contrôlées. Dans le Neckar, les poissons reviennent, et quelconque y jette des ordures est passible d'une amende.

Leur lutte contre la pollution atmosphérique et le bruit le B.A.S.F. a installé dans l'usine un réseau de « mouchards » reliés à un poste central. C'est là qu'aboutissent les appels téléphoniques des voisins mécontents. Dès qu'une mauvaise odeur, par exemple, est signalée, des « détectives » sont expédiés à travers les étages pour en déceler l'origine. Des « ornières » d'égoutteurs sont ainsi tenues à leur poste plusieurs années, et l'on voit les traces de pollution se réduire progressivement jusqu'à ne plus dépasser les limites de l'entreprise.

Pour se débarrasser des produits les plus dangereux, on les enfouit dans une ancienne mine de sel ou on les brûle en mer sur un bateau spécialisé. Enfin, les cendres, les boues et les résidus inertes sont expédiés par chaland vers une « déchèterie » dans un bras mort du Rhin. La colline qu'ils forment est immédiatement engazonnée, plantée d'arbres

et constamment surveillée. Dans trente ans, cette petite montagne bousée sera un parc municipal de loisirs de 90 hectares.

Ces quelques exemples n'ont pourtant pas réussi à rassurer l'opinion. Car, en certaines régions, la densité des usines, des autoroutes, des aéroports est telle que, même musclées au maximum, les nuisances restent énormes. Les tonnes de poussières et de gaz toxiques projetés dans l'atmosphère sont à la mesure de la puissance industrielle allemande. Les aéroports sont fermés la nuit, mais il reste le grondement permanent de dix-huit millions de véhicules qui circulent sur un territoire moitié moins grand que la France. B.A.S.F. a beau dépenser, en six ans, l'équivalent de 3,8 milliards de francs pour combattre ses nuisances (soit deux fois le budget du ministère français de l'environnement pendant ces mêmes années), elle continue à peupler le Rhin comme une ville de six cent mille habitants.

Aussi lorsque les projets de centrales nucléaires ont commencé à se multiplier y a-t-il eu, en Allemagne, comme un phénomène de ras-le-bol. Les comités de citoyens ont com-

ENVIRONNEMENT

L'Allemagne fédérale à l'heure de l'écologie

Mais derrière le nucléaire tout le reste, à présent, s'engouffre : la défense de l'air, du silence, des sites de la nature. L'Association fédérale pour la protection de l'environnement groupe mille cent comités. Les listes vertes descendent dans les bureaux politiques. Dans la société allemande trop sûre d'elle-même et des bienfaits de l'expansion, les écologistes introduisent un doute corrosif.

MARC AMBROISE-RENDU.

Dans les Hautes-Pyrénées

La campagne pour protéger la réserve naturelle du Néouvielle a déjà recueilli 20 000 signatures

De notre correspondant

Tarbes. — La campagne nationale lancée par le Club alpin français pour obtenir la protection totale de la réserve naturelle de Néouvielle (Hautes-Pyrénées) a recueilli plus de vingt mille signatures. C'est ce qui vient d'annoncer M. André Alchaleon, responsable de cette opération et maître assistant à l'université de Bordeaux. La campagne atteindra son point culminant le 15 août puisque un vaste rassemblement est prévu au lac d'Orédon, « porte » de la réserve. Les associations de protection de la nature se sont associées au Club alpin français pour faire de cette manifestation d'information une réussite.

La réserve du Néouvielle, créée en 1965, est en effet menacée par une route qui monte jusqu'au lac d'Aubert à 2 250 mètres et se termine en cul-de-sac. En 1976, elle a facilité l'accès de la réserve à deux cent quatre-vingt mille visiteurs dont il a fallu ensuite ramasser les papiers gras pendant vingt jours. Les associations demandent donc que la route soit coupée à Orédon. Dès cette année, le préfet des Hautes-Pyrénées a constitué un

groupe de travail pour étudier différents projets d'aménagement du massif du Néouvielle. Une étude d'impact est en cours. En attendant, les décisions du conseil général, le camping et le caravanning ont été interdits sur la réserve et les voitures ne peuvent plus stationner entre le lac d'Orédon et le parking aménagé près de celui d'Aubert.

Le 24 mai dernier, le Conseil national de protection de la nature avait pris position contre la « route des lacs » qui, selon lui, dégrade le patrimoine naturel. Il a demandé l'interdiction de la circulation automobile et même le suppression de la route.

GILBERT DUPONT.

● Interdiction de fumer dans les forêts des Pyrénées-Orientales. — Le préfet des Pyrénées-Orientales a interdit de fumer dans les bois, forêts, plantations et reboisements, landes, maquis et garrigues de son département pour une période de quinze jours. A partir du 4 août, les auteurs de sinistres devront payer les frais de lutte contre le feu.

IMPORTANT TRAVAUX SUR LE PAQUEBOT «FRANCE» POUR Y AMÉNAGER TROIS HOTELS

Un porte-parole du groupe Tag que préside l'homme d'affaires saoudien, M. Akram Ojeh, a confirmé vendredi à l'issue des travaux d'aménagement du paquebot France, ancré au Havre, étaient en cours depuis quelques jours. Ils coûteront 130 millions de francs et ne seront pas achevés avant la fin de l'année.

Il s'agit d'agrandir la surface habitable du navire et dans ce but, de réaménager notamment les pontons qui étaient occupés par la salle des machines. Le groupe Tag, propriétaire du France depuis octobre 1977, créera à bord de ce navire un hôtel de catégorie luxe, un autre hôtel trois étoiles et un hôtel de tourisme, ce qui permettra d'offrir au total mille deux cents à mille trois cents chambres.

Mais la destination finale du paquebot n'est pas seulement hôtelière : il s'agit d'en faire un centre culturel français présentant aux visiteurs toutes les grandes spécialités françaises (gastronomie, mode, bijouterie, mais aussi inventions, techniques...). Le France gardera son nom et son pavillon tricolore, et le personnel hôtelier sera français. M. Akram Ojeh a confirmé récemment que le France avait le plus de chance d'être ancré au large de Beyrouth lorsque les événements actuels au Proche-Orient se seront normalisés.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel du 5 août 1978 :

DES DECRETS
● Fixant le nombre des autorisations individuelles d'exercice à accorder au titre de l'année 1977. (Santé publique et famille.)
● Portant statut particulier du corps des urbanistes de l'Etat.
● Relatif à la réduction ou cessation d'hospitalisation des indemnités journalières et des pensions d'invalidité de certains salariés assurés sociaux.

TROP D'ABUS DANS LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES CONCÉDÉS SUR LES AUTOROUTES

M. René Monory, ministre de l'économie, vient d'invoquer les automobilistes à lui faire part de leurs réclamations sur le fonctionnement des différents services concédés sur les autoroutes (stations-services, dépannage, restaurants...). « En raison de l'intensité de la circulation, de nombreuses plaintes sont actuellement enregistrées », a indiqué le ministre. Les entreprises concessionnaires ont des obligations strictes pour ce qui concerne les horaires d'ouverture et les services rendus », précise-t-il.

M. Monory a demandé à la direction générale de la concurrence et de la consommation d'examiner attentivement ces conditions de concurrence et d'information des consommateurs dans le secteur des services concédés sur les autoroutes. Dans l'immédiat, les automobilistes qui auraient des réclamations précises à formuler peuvent adresser leurs plaintes à la boîte postale 5 000 du département dans lequel ils ont constaté des abus.

● L'autoroute de Nîmes. Ce fermé pour travaux. — La branche O 6 de l'autoroute du Sud, qui assure la liaison avec l'autoroute de Chartres-Orléans, sera fermée pour travaux jusqu'au 23 août en direction de la province, fait savoir le Centre technique régional d'exploitation routière (C.T.R.E.R.). Il est demandé aux automobilistes de diriger vers Chartres et Orléans d'éviter de prendre l'autoroute du Sud au départ de Paris. Des itinéraires de remplacement sont conseillés par la porte de Saint-Cloud et la voie rapide F 18, ou par la porte de Châtillon et la R.N. 306, ou par la porte d'Orléans et la R.N. 20.

● Grève du siège des douaniers espagnols. — Le passage de la frontière franco-espagnole au poste de Bourg-Madame-Puigcerda (Pyrénées-Orientales) a été sérieusement perturbé, vendredi 4 août, par une grève du siège des douaniers espagnols.

URBANISME

Vingt-huit membres du personnel de l'établissement public de l'étang de Berre sont licenciés

De notre correspondant régional

Marseille. — En signe de solidarité avec vingt-huit salariés de l'établissement public d'aménagement des rives de l'étang de Berre (EPAREB), dont les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., une grève de vingt-quatre heures a été observée vendredi 4 août par l'ensemble du personnel des organismes d'aménagement des villes nouvelles. Les syndicats ont pris ailleurs dans cette procédure de licenciement pour cause économique ordonnée par le ministre de l'environnement et du cadre de vie, M. Michel d'Ornano — qui a visité ce même vendredi la ville nouvelle de Marne-la-Vallée dans la région parisienne, — le début d'un processus visant à la liquidation des établissements publics des villes nouvelles.

En juin 1977, après avoir été porté à la présidence de l'EPAREB par M. Gaston Destefano, député P.S. et maire de Marseille, avait demandé qu'un bilan précis et complet de l'activité passée de l'établissement public fut officiellement établi. C'est aujourd'hui sur le rapport de la mission d'études envoyée sur place que M. d'Ornano s'appuie pour faire procéder au licenciement de vingt-huit salariés sur quatre-vingt-six. Le rapport de MM. Philippe Baer, conseiller-maire à la Cour des comptes, et François Lévy, ingénieur général des ponts et chaussées, estimait que « si un accord avec les collectivités locales pouvait assurer à l'EPAREB un rythme d'activité de l'ordre de huit cent cinquante logements par an et la garantie des emprunts qu'il devra contracter, une réduction importante du personnel de l'EPAREB et la réorganisation de l'établissement permettraient d'assurer sa survie jusqu'à la fin de 1980 ».

Le conseil d'administration de l'EPAREB, dans lequel siègent depuis mars 1977 cinq élus de gauche sur six — et cinq représentants de l'Etat — a cependant refusé le 4 juillet dernier de prendre en considération ces licenciements, estimant que c'était à l'Etat d'assumer ses responsabilités. La liste des vingt-huit salariés menacés de licenciement concerne toutes les catégories de personnel

PUBLICITE

APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX INTERCONNEXION TUNISIE-ALGERIE

Dans le cadre du projet Interconnexion Tunisie-Algérie, la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (S.T.E.G.) se propose de lancer séparément deux appels d'offres internationaux, l'un pour les postes et l'autre pour les lignes en vue de passer commande pour les études, le transport, la fourniture, la construction et la mise en service industriel des ouvrages suivants :

- 39 km de ligne 225 kV Metlaoui - Jebel-EI-Onk (tronçon Metlaoui-frontière) ;
 - 25 km de ligne 225 kV Tajerouine - El-Aouinet (tronçon Tajerouine-frontière) ;
 - Equipement d'une traversée 225 kV, départ El-Aouinet, du type « Ring Bus » au poste 225 kV de Tajerouine ;
 - Equipement d'une traversée 150 kV, départ Jebel-EI-Onk, au poste 150/30 kV de Metlaoui.
- Les mises en service de ces ouvrages seront effectuées comme suit :
- Ligne Metlaoui - Jebel-EI-Onk : 1^{er} février 1980 ;
 - Ligne Tajerouine - El-Aouinet : 1^{er} juin 1980.

Les constructeurs désireux de soumissionner peuvent retirer les dossiers des appels d'offres au siège social de la S.T.E.G. (Département de l'Equipement, 38, rue Kemal-Atatürk, TUNIS, Tunisie) ou se les faire adresser, moyennant le versement de 100 (cent) diners tunisiens ou leur équivalent en monnaie étrangère, par appel d'offres, à partir du 26 juillet 1978.

La date limite du retrait des dossiers est fixée pour le 10 août 1978.

GUY PORTE.

SOCIAL

Baisse des effectifs de salariés immigrés entre 1973 et 1976

Le pourcentage des salariés immigrés par rapport à l'ensemble des salariés, est passé de 12,4 % à 10,5 % entre 1973 et 1976, selon une enquête réalisée par le ministère du travail.

hors Maghreb, 65,7 % des Algériens, 65 % des Marocains, 59,2 % des Tunisiens sont ouvriers spécialisés ou manœuvres, alors que ce pourcentage est de 53,4 % pour les Portugais, 42,3 % pour les Espagnols et 35,1 % pour les Italiens.

C'est dans le secteur de l'hygiène que la proportion de main-d'œuvre étrangère est la plus forte — 30,2 % contre 27,2 % dans le bâtiment, et le génie civil, 20,1 % dans la construction automobile, 5,4 % dans le secteur tertiaire et 3,2 % dans l'imprimerie et l'édition.

Présentant les premiers résultats de cette enquête, le ministre du travail en précise les limites. Les bases pour 1973 et 1976 ne sont en effet pas identiques. De plus, l'enquête ne couvre que les établissements de dix salariés et plus, et à l'exclusion des secteurs de l'agriculture, des administrations publiques, des services domestiques, des grandes entreprises publiques ou nationalisées.

Cependant, la tendance à la baisse des effectifs des salariés immigrés — objectif souhaité par M. Lionel Stoléru — paraît certaine. A quelques nuances près. En effet, selon des chiffres du ministère de l'Intérieur, le nombre d'étrangers résidant en France et munis d'une carte de séjour en cours de validité a diminué entre le 31 décembre 1973 et le 31 décembre 1976, mais a augmenté l'an dernier (+ 0,5 %). La répartition (1) par principales nationalités en 1976 est à peu près semblable dans les deux enquêtes. Sauf en ce qui concerne les Italiens, les Portugais et les Belges : ils sont en effet les plus nombreux à résider en famille sur le sol français.

(1) Selon l'enquête du ministère du travail, cette répartition est la suivante : Portugais 25,7 %, Algériens 24,1 %, Marocains 10,8 %, Italiens 10,5 %, Espagnols 9,4 %, Tunisiens 4,6 %, Autres Africains 3 %, autres citoyens de la C.E.E. 3,1 %, autres nationalités 2,2 %.

Un bilan de l'ouverture sociale

(Suite de la première page.)

S'est-il borné à remplacer la substance par la façade a, comme l'en accuse la C.G.T. par la voix de M. Krausnick ? Certain, par comparaison avec le décret contractuel de 1977, les deux mois qui viennent de s'écouler offrent une relative fertilité. Cependant, une médiocrité égale à celle du passé pèse sur nombre de problèmes énumérés dans la lettre-programme de M. Barre. Le patronat est resté fidèle à la méthode tendant, avant tout, à gagner du temps. C'est ainsi qu'a été reporté à l'automne le dossier de l'emploi. Il en est de même pour « l'adaptation et la simplification » des régimes d'aide au chômage, affaire qui ne pourra cependant être longtemps étudiée, car, en cas de sursis, les caisses, à la fin de l'année, seraient dans l'impossibilité de faire face à l'indemnisation des chômeurs. Patrons et gouvernement comptent d'ailleurs saisir l'occasion pour réduire les prestations. La réduction de la durée de travail et l'amélioration de ses conditions n'ont pas été traitées davantage.

Le minimum réel de rémunération

Principalement, le bilan porte essentiellement sur les accords salariaux. Le gouvernement sans beaucoup déroger à la rigueur financière, a renoué les fils brisés dans la fonction publique avec F.O. et la F.E.N. l'an passé. Mais il n'a pu rallier ni la C.G.T. ni la C.F.D.T., pas plus que dans le secteur nationalisé. M. Barre a aussi lâché du lest pour les personnels de la sécurité sociale, au point que la C.F.P.T., à approuver les propositions qu'elle avait jugées inacceptables pendant dix ans. Cela a aussi été le cas pour les arsenaux, où un accord unitaire a été obtenu, après trois semaines de grève. Il est vrai.

Dans le secteur privé, le premier ministre avait préconisé la fixation d'un « minimum réel de rémunération ». Chacun des négociateurs, dans une conception parfois diamétralement opposée, avait à l'esprit le chiffre d'or popularisé par la gauche durant la

dernière campagne électorale : « 2 400 F pour tous ». C'était l'objectif des syndicats (avec parfois une multiplication par 1,3 dans les discussions engagées en vue de fixer une garantie annuelle de rémunération). Il n'a été atteint dans aucun des trente accords environ de portée nationale recensés par le C.N.P.F. Les 2 400 F n'ont été trouvés ou dépassés que dans quelques cas contraires par l'Etat : la fonction publique, la Sécurité sociale, les arsenaux. Au vrai, le champ d'application des trinités protocolaires n'est pas négligeable, mais il n'intéresse encore qu'environ un million huit cent mille salariés sur les dix millions du secteur privé (1).

D'imparties branches restent à l'écart. Certaines discussions aboutissent sans doute à la rentrée, mais cela paraît exalté, notamment dans le bâtiment, où le patronat subordonne son attitude aux mesures d'accompagnement qu'il attend du gouvernement (liberté de révision des prix, retour à la régionalisation des indices, garantie pour les carnets de commandes). Plus paradoxal, l'accord du 19 juillet a suscité force commentaires. Dans la mesure où il ne mentionne aucun chiffre salarial minimal, sa portée effective est subordonnée aux négociations qui s'ouvriront dans tous les départements d'ici au 15 septembre. En construisant le cadre, les syndicats ont peut-être, notamment, à écarter les tentatives des employeurs pour inclure dans le minimum annuel les heures supplémentaires et toutes les primes, y compris celles de l'ancienneté, l'intéressement, etc. Les résultats permettront seuls de dire si le texte est « exemplaire ». En tout cas, s'échapper à un « minimum » est caractéristique de l'actuel comportement des différents courants syndicaux.

Tandis que F.O., la C.F.T.C., la C.G.C., les autonomes, trouvent dans le régime de la politique contractuelle la justification d'une persévérance souvent mise à l'épreuve, la C.G.T. et la C.F.D.T. tout en affirmant une volonté de négocier, abordent chacune des réunions paritaires avec des convictions bien différentes. Pour la première, preuve alléguée, c'est que le changement de régime n'y avait rien à attendre de « ce » gouvernement, de « ce » patronat, et que le changement de régime restait l'unique espoir. La C.F.D.T., au contraire, mettait provisoirement en veilleuse ses aspirations au socialisme autogestionnaire, avait son action sur des objectifs purement syndicaux et sociaux, se flattant de contraindre aux concessions les actuels détenteurs du pouvoir. Cependant, en fin de parcours, cégétistes et ordétistes se retrouvent au coude à coude.

Le soupçon du réformisme

La C.G.T. a paraplus une quinzaine de jours, mal tenue des semaines de la campagne électorale, préoccupée de son prochain congrès, a tout intérêt à ne pas s'engager. Pour en saisir la portée, il y a ouverture sociale n'est pas niable. Un bref bilan en montre les limites, qui éclatent çà et là sous la poussée revendicative et sous l'égide de l'évolution de l'Etat d'après, en divers secteurs, compte davantage que les concessions amorcées. Le constat, s'en servir pour planter tout ce qui peut l'être, n'est pas totalement à sonder dans le réformisme, comme M. Krausnick et les autres dirigeants cégétistes en soupçonneront la C.F.D.T. M. Edmond Maire n'aurait pas que le recadrage de sa centrale n'est pas compris par tout le monde, y compris par ses propres militants. Ce sera sans doute, discuté précédé la veille par celui de M. Georges Séguy et suivi le 8 par celui de M. Bergeron.

L'Etat patron a fait plus de concessions que les employeurs privés

Un bref bilan des négociations qui ont eu lieu en juin et juillet montre que les pouvoirs publics, sans consentir de substantielles déboîtes de crédits ont parfois fait plus de concessions sur les bases salariales que les employeurs du privé. Toutefois, la situation dans les entreprises est souvent nial connue.

Dans le secteur public et nationalisé, les principales branches sont couvertes : après l'échéance de 1977, les fédérations de fonctionnaires F.O., F.E.N., C.F.T.C. et C.G.C. (dont l'ensemble est majoritaire) ont approuvé un « relevé de conclusions ». Le pouvoir d'achat, indice officiel pris, est maintenu presque aussi efficacement qu'en 1976. Les progrès pour les petites catégories et les débuts de carrière de la catégorie moyenne (B) ; le supplément familial et les retraites sont améliorés ; le minimum mensuel est de 2 340 F (2 250 F dans la zone la plus défavorisée).

A la S.N.C.F., la C.G.T. et la C.F.D.T. ont, à l'instar, refusé l'accord proposé par les autres fédérations et qui comporte des dispositions comparables à celles de la fonction publique. Tous les mineurs, en revanche, ont approuvé les propositions des Chomages de France. A l'E.G.F. et à la R.A.T.P., la reconduction des accords antérieurs est appliquée avec souplesse.

D'autre part, la S.N.I.A.S. (aéronautique, 35 000 personnes), la C.G.T., F.O. et la C.F.T.C. ont signé un accord garantissant une augmentation de salaire de 5,5 à 10 % au 1er octobre. Dans les arsenaux (35 000 personnes), après trois semaines de grève unitaire, tous les syndicats ont approuvé le compromis dont les divers avantages (notamment une augmentation de salaire de 4,5 à 6,5 % et la garantie du minimum mensuel à 2 480 F) représentent 50 millions de charges supplémentaires pour l'Etat.

Chez Renault, l'accord — à la carte — proposé par la direction a été accepté par la C.F.D.T. et par F.O. en ce qui concerne seulement les dispositions de caractère social. La C.F.T.C., la C.F.C. et le S.I.R. ont, de plus, approuvé des dispositions visant la salarisation des O.S., qui ne seront cependant pas appliquées faute de consensus suffisant. La C.G.T. répondra en septembre. Aux caisses de sécurité sociale, seule la C.G.T., ayant refusé sa signature, les 160 000 salariés ont obtenu une progression du pouvoir d'achat supérieure à 1 % — 12 000 per-

sonnes sur 160 000 recevant une augmentation allant jusqu'à 10 %, le minimum mensuel étant de 2 625 F. Celui-ci est de 2 570 F dans les caisses de chômage complémentaires.

Les négociations engagées sur les garanties annuelles de ressources : elles ont abouti, dans une vingtaine d'industries au niveau national. Ces garanties sont variables : 1 830 F par mois dans la chaussure (succursalistes) ; 1 900 F dans le bois et l'ameublement ; 1 917 F dans les magasins d'alimentation ; 1 940 F dans le commerce et la réparation automobile ; 1 950 F dans le lait, les biscuits, chocolats ; 1 957 F dans les produits naturels ; 2 000 F dans le textile ; 2 000 F dans le bâtiment et les transports routiers ; 2 014 F dans le commerce (alimentation) ; 2 017 F dans les sucreries, raffineries ; 2 032 F dans la bijouterie ; 2 040 F dans le commerce en gros ; 2 060 F dans l'import-export ; 2 100 F dans la meunerie ; 2 120 F dans l'édition ; 2 177 F dans l'industrie frigorifique ; 2 200 F dans les pâtes alimentaires.

Dans les banques, l'accord signé par la S.N.B.-C.G.C. et la C.F.T.C. porte le minimum mensuel à 2 412 F, par simple application du taux d'ajustement des salaires. Dans la métallurgie : l'accord-cadre signé par toutes les fédérations, ne mentionne pas de chiffres. Mais il précise les modalités selon lesquelles les négociations devront être couvertes, au 15 septembre dans tous les départements. Il indique notamment les éléments inclus dans le calcul des ressources annuelles (primes diverses, traitement, etc.), à l'exclusion de l'ancienneté et de divers autres éléments sur la base de quarante heures de travail par semaine. En octobre, est prévue une négociation sur la révalorisation salariale des carrières des travailleurs manuels, et dans le premier semestre 1979 regroupement des barèmes territoriaux.

Au niveau des entreprises : un bon nombre d'accords portent à 2 400 F ou plus le minimum mensuel. La C.G.T., pour sa part, en a signé plusieurs dans la région parisienne. Soit : Taylor (Paris-18^e), 2 400 F ; Lesage Rémy (Paris), 2 400 F ; Ravi (Montreuil), 2 450 F ; La-besse (Meaux), 2 425 F ; SNEOMA (R.P.), 2 475 F ; Andouart (Nanterre), 2 477 F ; Duvyn (Gerswillers), 2 500 F ; Secam (Gennevilliers), 2 500 F ; Hydrex (Bezons), 2 530 F ; Eram (Les Lilas), 2 574 F ; Solex (Nanterre), 2 584 F ; Mortemar (Lagny), 2 600 F ; Solsky (Viry), 2 600 F ; Renault (R.P.), 2 622 F ; Dassault (France), 2 635 F.

calendrier précis pour mobiliser les travailleurs, disait M. Chéreau, leader des métallos C.F.D.T. et l'un des plus chauds partisans du « recadrage » de sa confédération. Ses amis se rejoignent du « oui » de la C.G.T. qui leur épargnerait des commentaires trop laudatifs sur l'accord. Signe des temps, certains se plaignent à dire : « Autrefois, il nous arrivait de retirer notre signature parce que la C.G.T. avait refusé le système. Aujourd'hui c'est l'inverse. »

Au contraire, pour les dirigeants cégétistes, l'accord du 19 juillet est vide. Ils ne l'ont approuvé que pour participer à la suite des discussions (argument juridiquement discutable). Ces syndicats ne sont pas moins en contact avec eux-mêmes lorsqu'ils assurent que le rythme des accords ne dépasse pas la fréquence habituelle, tout en écrivant, pour justifier leur signature, que « Edmond Maire n'aurait pas été impossible de conclure » (2). Le plus clair est que, sans « figurer » sur les détails, la grande centrale, mal tenue des semaines de la campagne électorale, préoccupée de son prochain congrès, a tout intérêt à ne pas s'engager.

Pour en saisir la portée, il y a ouverture sociale n'est pas niable. Un bref bilan en montre les limites, qui éclatent çà et là sous la poussée revendicative et sous l'égide de l'évolution de l'Etat d'après, en divers secteurs, compte davantage que les concessions amorcées. Le constat, s'en servir pour planter tout ce qui peut l'être, n'est pas totalement à sonder dans le réformisme, comme M. Krausnick et les autres dirigeants cégétistes en soupçonneront la C.F.D.T. M. Edmond Maire n'aurait pas que le recadrage de sa centrale n'est pas compris par tout le monde, y compris par ses propres militants. Ce sera sans doute, discuté précédé la veille par celui de M. Georges Séguy et suivi le 8 par celui de M. Bergeron.

JOANINE ROY. (1) Le C.N.P.F. a englobé dans son récapitulatif l'indicateur de pénurie, où il ne s'agit que d'un ajustement des salaires conformément à l'accord de 1972, qui ne requiert pas de signature spéciale. (2) Ce texte est reproduit dans le bulletin de la C.G.T. n° 200, 15 septembre 1977. (3) Bilan des accords signé par la C.G.T., publié par son service de presse en juillet 1978.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE LAFARGE
Rapprochement Lons Star Industries et Lafarge au Brésil
Lafarge S.A. et Lons Star Industries - INC., principaux producteurs de ciment de France et des O.S.A., annoncent aujourd'hui leur accord de principe pour réunir leurs intérêts dans toutes leurs activités cimentières au Brésil.

PORT DES PÊCHERES DE PÉTERSHEAD
AVIS D'APPEL D'OFFRES AUX SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION ET AUX ENTREPRENEURS
Les ports de Pêcheres vont bientôt ouvrir un appel d'offres pour la construction d'une extension longue de 100 m et de 12 m de large et pour l'axe de pontons existants, avec bureaux au-dessus (10 m) et autres aménagements (travaux comprennent également la fondation, la cage de sol, les charges, un mur de soutènement de 33 m, les vases et sables et le surélevage.

JAMAHIRYAH ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE
Conseil de revalorisation et de développement agraires
Le comité exécutif de la région de Diebel-Al-Akhdar lance un appel d'offres relatif à la réalisation du projet agricole de Ghout-Al-Sultan comprenant les travaux suivants :

BRUSQUE TENSION
MARCHÉ FINANCIER
BRUSQUE TENSION

150

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Faiblesse persistante du dollar

Les semaines se suivent et se ressemblent sur les marchés des changes. De recul en repli, de tassement en effritement...

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

Table with columns for PLACE, Livre, S.P.S., Franc suisse, Franc suisse, Mark, Franc suisse, Florin, Lire italienne. Lists exchange rates for London, New-York, Paris, Zurich, Frankfurt, Bruxelles, Amsterdam, Milan.

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le contre-valeur en francs de 1 dollar, de 100 deutschemarks...

Une reprise de la devise américaine s'amorçait sur la place japonaise, accentuée par des rumeurs de hausse attendue que le gouvernement japonais pourrait supprimer les intérêts versés sur les comptes libellés en yens des étrangers non résidents.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Brusque tension

Après une semaine très calme, le loyer de l'argent au jour le jour est brusquement passé de 7 1/8 % à 7 3/4 % vendredi. Le marché semble s'être soudainement trouvé à court de liquidités...

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Table with columns for Terme, R et obi, Actuels, Total. Shows transaction volumes for 31 juillet, 1er août, 2 août, 3 août, 4 août.

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 30 décembre 1977)

Table with columns for Franc, Franc, Etrang. Shows daily indices for France and Foreign.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 30 décembre 1977)

Table with columns for Tendence, Ind. gén. Shows company agent indices for 15/7, 15/8, 15/8, 15/7, 15/8.

Bourse de Paris

Coup d'arrêt à la hausse

En hausse à peu près continue depuis le début du mois de juillet, la Bourse de Paris n'est parvenue à redresser ses précédents exploits et après avoir atteint en milieu de semaine son niveau le plus élevé de l'année, elle a reperdu sous l'effet des ventes bénéficiaires...

Faut-il s'en étonner ? Pour leur part, la grande majorité des professionnels estiment que ce coup d'arrêt à la hausse était prévisible et même souhaitable. Après cinq semaines de marche forcée, le marché, font-ils remarquer, n'avait pas encore sérieusement consolidé ses positions.

Manifestement, le moral est pas cassé, même si une période de consolidation fait suite à la hausse qui vient d'intervenir. Tout porte à croire cependant que le marché pourrait devenir plus sélectif, en attendant de voir comment se déroule une «routure», que certains — mais n'est-ce pas là une prédiction traditionnelle bien-souvent démentie par les faits — annoncent difficile.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du sucre et du cobalt

MÉTALUX. — Légère baisse des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Angola et le Zaïre permettrait d'évaluer les réserves de métal en provenance de ce pays.

Cours des principaux marchés du 4 août

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre Wirebars, comptant, 725,50 (724) ; à trois mois, 735 (745,50) ; 6 mois, 745 (755) ; 9 mois, 755 (765) ; plomb, 232 (230,50) ; zinc, 314,50 (308) ; nickel, 100 (100) ; aluminium (gingota), inch. (50) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 77,5 (77,5) ; acier (type bouton de 70 lbs), 158-162 (157-162).

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949. Valeurs à rev. fixe en ind. 224,8 K.C. Val. trans. à rev. variable, 722,3 731,7. Valeurs étrangères, 775,3 782.

Bourses étrangères

NEW-YORK

En dépit d'une telle de fond économique qui demeure sombre, une véritable folie d'achat paraît s'être emparée des investisseurs cette semaine à Wall Street. En cinq séances, l'indice Dow Jones s'est adjugé plus de trente points pour s'établir vendredi soir à 822,42 contre 824,28 à la veille du week-end précédent.

Sur le plan des cours, la meilleure séance a été celle de mercredi, à laquelle l'indice Dow Jones avait fait un bond de 22,78 points, soit la plus brillante performance quotidienne enregistrée depuis janvier 1978. Le lendemain, tandis que la progression des cours se ralentissait très nettement, les «seculelements» au Dow Jones, (le New York Stock Exchange pulvérisait tous ses records concernant l'activité, 20 cinq heures de séance, 62,4 millions d'actions changeant de propriétaires, l'ancien record historique datant du 11 avril dernier avec 64,18 millions de titres traités).

Après la vive hausse enregistrée récemment, le marché semble entrer dans une période de consolidation. Les ordres d'achat sont restés assez peu nombreux. L'indice de la Commerciant du 4 août, à 804,8 contre 814,4 une semaine plus tôt.

FRANCFORT

Consolidation

Après la vive hausse enregistrée récemment, le marché semble entrer dans une période de consolidation. Les ordres d'achat sont restés assez peu nombreux.

Table with columns for Cours 28 juillet, Cours 4 août. Lists stock prices for A.E.S., R.A.S.F., Bayer, Sociétés diverses, Hoechst, Mannesmann, Siemens, Volkswagen.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES. Base 100 = 29 décembre 1972.

Table with columns for 28 juillet, 4 août. Lists weekly indices for Indice général, Banq. et sociétés, Sociétés financières, Matières premières, etc.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949. Valeurs à rev. fixe en ind. 224,8 K.C. Val. trans. à rev. variable, 722,3 731,7. Valeurs étrangères, 775,3 782.

NEW-YORK

En dépit d'une telle de fond économique qui demeure sombre, une véritable folie d'achat paraît s'être emparée des investisseurs cette semaine à Wall Street. En cinq séances, l'indice Dow Jones s'est adjugé plus de trente points pour s'établir vendredi soir à 822,42 contre 824,28 à la veille du week-end précédent.

Table with columns for Cours 28 juillet, Cours 4 août. Lists stock prices for Alcoa, A.T.T., Boeing, Chase Manhattan Bank, etc.

LONDRES

Nouvelle hausse

Le London Stock Exchange est resté très bien orienté cette semaine, la demande restant vive en dépit des prévisions pessimistes émises par le C.I.B. (le patronat britannique). Seuls les pétroles se sont affaiblis après l'annonce d'une hausse des taxes (relatives de 45 à 80 %) applicables aux réservoirs de pétrole de la mer du Nord.

Table with columns for Cours 28 juillet, Cours 4 août. Lists stock prices for Bowater, Brest Petroleum, Charter, Comstar, etc.

TOKYO

Reprise en fin de semaine

Mal orienté durant les quatre premières séances de la semaine, le Nikkei-cho a enregistré une vive reprise à la veille du week-end, qui a permis à l'indice Nikkei Dow Jones de s'établir à 5 978,51 le 4 août.

Table with columns for Cours 28 juillet, Cours 4 août. Lists stock prices for Canon, Fuji Bank, Matsushita Electric, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns for Cours 28 7, Cours 4 8. Shows gold market prices.

Table with columns for Cours 28 7, Cours 4 8. Shows various market prices.

Table with columns for Cours 28 7, Cours 4 8. Shows various market prices.

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (numéro daté mardi) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES
- CULTURE : « Transfiguration » par Gabriel Metzger ; Sur le retour aux sources.
- 3. ETRANGER
- 4. PROCHES-ORIENT
- EUROPE
- AMERIQUES
- ASIE
- AFRIQUE
- 5. POLITIQUE
- 6. SOCIÉTÉ

LE MONDE AUJOURD'HUI
PAGES 7 A 13

— An fil de la semaine : Réaménagements et aéroport, par Pierre Vianou-Ponté.
— Lettre de Venise, par Patrick Lecomte.
— La vie du langage, par Jacques Cellard.

RADIO-TELEVISION : Lire et voir la culture juive, par Jacques Cellard ; Point de vue : L'U.S.A. et de l'intérieur, par Hervé Gosselin.

- 13-14. CULTURE
- 14. SPORTS
- 15. EMPLOI
- 16. ÉCONOMIE
- 17. SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (10 à 13)
FRUITILLON : Adieu Californie (21).
Informations pratiques (14) ; Carnet (14) ; Journal officiel (15) ; Météorologie (14) ; Mots croisés (14) ; Loto (14).

En Argentine

Le successeur du général Videla à la tête de l'État sera un militaire

Buenos-Aires (A.F.P.). — Les autorités militaires argentines ont achevé de définir, le vendredi 4 août, les attributions respectives de la junte militaire et du président Jorge Rafael Videla.

Le ministre de l'Intérieur, le général Albano Harpudeguy, a annoncé, de son côté, la création d'un comité militaire chargé des affaires exceptionnelles de l'État, qui sera composé du président, de son gouvernement et de la junte. Celle-ci sera responsable de la conclusion des traités de paix, d'alliance, de frontières, et de neutralité. Le pouvoir exécutif, aux mains du président Videla, sera chargé des autres traités, commerciaux et économiques notamment. Le président désignera les ministres et la junte pourra, par son intermédiaire, les convoquer — tout comme les responsables des provinces — « pour information et assistance ».

La junte choisira à l'unanimité, six mois avant la fin du mandat présidentiel (ce lui du président Videla se termine en mars 1981), le premier magistrat parmi les officiers supérieurs des forces

armées. Le président remplira un mandat de trois ans et ne pourra être réélu qu'une fois. Le général Videla, qui occupe le poste depuis 1976, ne pourra bénéficier de cette possibilité.

Le pouvoir exécutif nommera les gouverneurs de province, les diplomates et les chargés de mission avec l'accord préalable de la junte. Pour le choix de chacun des trois membres de la Cour suprême de justice, le pouvoir exécutif proposera à la junte un « triumvirat », et confirmera le choix fait par la junte.

Les nominations et remplacements des commandants en chef des observateurs estimant que les limites entre l'exécutif et la junte ne seront clairement tracées que dans la pratique.

Il apparaît que la junte militaire assumera la réalité des pouvoirs, laissant au général Videla, redevenu civil, les pouvoirs de représentation et les fonctions représentatives d'un président de la République. On verra, d'autre part, que les militaires argentins n'ont pas d'élections pour désigner le premier magistrat de l'État en 1981.

UN MORT, CINQ BLESSÉS DANS L'INCENDIE A BORD DU SOUS-MARIN « LE MARSOUIN »

Une explosion due à une fuite d'huile est vraisemblablement à l'origine de l'incendie qui s'est produit vendredi 4 août à bord du sous-marin classique le *Marsouin* et qui a fait un mort et cinq blessés à la base de Lorient (voir dernières éditions datées 5 août).

L'explosion s'est produite peu après l'appareillage du sous-marin, qui allait effectuer des essais de plongée statique après avoir subi un grand carénage. Aucun des organes vitaux du sous-marin n'apparaît être touché, le *Marsouin*, qui se trouvait dans les passes de Lorient, a pu regagner rapidement sa base, tandis que l'incendie était maîtrisé avec les moyens du bord.

Un officier marinier, le maître-mécanicien Jean-François Ollivier, vingt-huit ans, est mort peu après son admission à l'hôpital des armées de Lorient. L'état d'un seul des cinq blessés a été jugé sérieux. Les dégâts à bord du bâtiment sont peu importants. Le *Marsouin* a été mis en service en 1957.

Le numéro du « Monde » daté 5 août 1978 a été tiré à 512 369 exemplaires.

A B C D E F G

LES DÉCHIREMENTS DU MOUVEMENT PALESTINIEN

APRÈS L'ASSASSINAT D'EZZEDINE KALAK

M. Yasser Arafat demande à tous les représentants de l'O.L.P. de dénoncer le rôle des services secrets irakiens

M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a déclaré vendredi 4 août au bureau de l'O.L.P. à Paris, le rôle des services secrets irakiens dans l'assassinat d'Ezzedine Kalak, apprend-on de source palestinienne. Dans ce télégramme, M. Yasser Arafat « demande à tous les représentants de l'O.L.P. de faire le nécessaire auprès de tous les gouvernements et de tous les peuples pour dénoncer le rôle des services secrets irakiens dans le meurtre d'Ezzedine Kalak ».

De son côté, M. Ibrahim Soussa, représentant de l'O.L.P. auprès de l'UNESCO, a déclaré vendredi 4 août « qu'il n'y avait pas de représailles de l'O.L.P. en France, ni sur la scène européenne ». M. Soussa, interrogé sur Europe-1 après l'attentat, a affirmé que ce « complot se résoudrait dans le monde arabe ». « Nous tenons à respecter le souveraineté des pays européens et à vivre dans la stricte légalité, car nous voulons en premier lieu être crédibles », a-t-il ajouté.

Au Pakistan QUATRE PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES AU COURS DE L'ATTAQUE DU BUREAU DE L'O.L.P.

Trois hommes en armes ont fait irruption, samedi 5 août, au siège de la mission de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), à Islamabad, au Pakistan, et ont tué quatre personnes, un policier pakistanais en faction devant le siège et trois Palestiniens.

Selon la police, les trois victimes palestiniennes sont M. Saïed, M. Saïed, M. Saïed, représentant de l'O.L.P. à Islamabad, M. Mohammed H. Saïed, directeur de l'O.L.P., et Omar Khanfar, étudiant à la faculté de médecine de Rawalpindi. — (A.F.P., Reuters)

La prise d'otages de l'ambassade d'Irak

L'UN DES TERRORISTES EST INCULPÉ

L'un des auteurs de la prise d'otages de l'ambassade d'Irak, arrêté et blessé au cours de la fusillade déclenchée par le personnel de cette ambassade, a été inculpé vendredi 4 août par M. Guillaume Hanoteau, juge d'instruction, de tentatives d'hostilité volontaire, arrestation illégale, séquestration de personnes, prise d'otages et infraction à la législation sur les armes.

L'homme, qui affirme s'appeler Hamed Abbas Hassan Hammami et être un « frère » de Sald Hammami, représentant de l'O.L.P. en Grande-Bretagne, a été arrêté à l'ambassade d'Irak, rue de la Salette, à Paris, le 31 juillet, lors de la fusillade, et est resté en détention à la salle Cosco de l'Hôtel-Dieu, où il est soigné et gardé.

L'information judiciaire ouverte à la suite de l'attentat (un assaillant a réussi à prendre la fuite) ou possibles, dont a pu bénéficier l'inculpé pour accomplir cette prise d'otages.

Après la prolongation de leur garde à vue, les assassins de M. Ezzedine Kalak, représentant de l'O.L.P. à Paris, Abdelkader Eltam et Assad Kayed étaient toujours entendus par la police, dans la matinée de ce samedi 5 août.

Us devaient être inculpés en début d'après-midi. Selon les déclarations de M. Lucien Bittar, secrétaire général de l'association d'amitié franco-arabe, rapportées dans nos dernières pages, les deux auteurs de l'attentat sont des habitués de la mission de l'O.L.P. M. Ibrahim Soussa, représentant de l'O.L.P. à l'UNESCO, a pour sa part, qualifié Eltam de « frère » de Sald Hammami, et a déclaré que ce dernier, endoctriné, probablement aussi acheté.

M. GISCARD D'ESTAING ORDONNE UNE RÉVISION DES LISTES DIPLOMATIQUES

M. Giscard d'Estaing a reçu vendredi matin 4 août, pendant une heure trente, M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères. Après cet entretien, le porte-parole de la présidence de la République, M. Pierre Hout, a indiqué que M. Giscard d'Estaing avait demandé à M. de Guiringaud de « procéder à son examen des listes diplomatiques et des conditions d'exercice des privilèges et immunités afin de s'assurer que les facilités accordées aux missions diplomatiques autorisées à Paris correspondent effectivement aux nécessités de leur fonction ».

Le Quai d'Orsay avait déjà annoncé, mercredi, qu'il allait procéder à un examen des listes diplomatiques et du problème des autorisations de détention d'armes accordées à certains diplomates étrangers le 3 août et du 4 août.

Un journaliste du « New York Times » est emprisonné indéfiniment pour avoir refusé de divulguer ses sources

Washington (A.F.P.). — M. Myron Farber, journaliste au *New York Times*, a été emprisonné, le vendredi 4 août, pour avoir refusé de fournir certains de ses dossiers à un tribunal (voir le Monde du 4 août).

Le juge Thurgood Marshall, de la Cour suprême, a en effet refusé d'accorder au journaliste un nouveau délai pour qu'il puisse faire appel du jugement du condamné à la détention jusqu'à ce qu'il remette ses notes à la justice.

M. Farber avait écrit, en 1975, une série d'articles sur le mort de treize patients à l'hôpital de Riverdel, à Oradell (New-Jersey). Un médecin de cet établis-

Compagne de Maïakovski Lili Brik est morte à Moscou

Lili Brik, la sœur d'Elsa Triolet, qui fut pendant de nombreuses années la compagne et l'inspiratrice de Maïakovski, est morte le vendredi 4 août à Moscou. Elle était âgée de quatre-vingt-six ans.

Lili, aimez-vous !

Lili morte ! On ne peut l'imaginer. Elle était la vie, la beauté, la passion, le souvenir vivant de toute une culture brillante, érudite, enlaidie, suicidée, massacrée qu'elle maintenait courageusement à voix haute (« Tu fais encore la femme d'Art »), lui reprochant souvent son beau-frère, Aragon.

A quatre-vingt-six ans, elle était la plus belle femme de Moscou. Tous, les poètes, les artistes, les intellectuels, les amis de toujours, fréquentaient sa maison, prisonnière de son charme. Ses yeux chatoyants sous l'arc nettement tracé des sourcils, sa longue tresse rousse maintenue par un ruban de velours noir, le large front dégagé, l'ovale resté à incroyablement pur, où l'ossature apparaissait de plus en plus nette avec les années, une silhouette fine, fine, qui lui donnait par instants l'air d'une jeune fille. Des mains soignées, extraordinaires, qu'on ne pouvait décrire, qu'on ne pouvait décrire, qu'on ne pouvait décrire.

Le nombre de juifs émigrés d'U.R.S.S. a fortement augmenté pendant l'été. Le nombre de juifs émigrés d'U.R.S.S. a fortement augmenté pendant l'été. Le nombre de juifs émigrés d'U.R.S.S. a fortement augmenté pendant l'été.

EN LIBERTÉ PROVISOIRE

Deux membres des Brigades rouges italiennes disparaissent

Rome. — Les services secrets italiens ont annoncé que deux membres des Brigades rouges, qui étaient en liberté provisoire et qui sont retournés à la clandestinité depuis le 27 juillet dernier. Les magistrats de Turin n'ont officiellement appris la disparition des terroristes que le jeudi 3 août.

« Une nouvelle étape pour la démocratie », s'écrit la presse italienne, après la disparition de Nadia Mantovani, l'amie de Renato Curcio, fondateur des Brigades rouges, et de Vincenzo Guagliardo. Tous deux étaient au banc des accusés lors du procès des Brigades rouges, qui a pris fin le 24 juin dernier à Turin. Ils étaient dans les cages de verre, dressées au milieu du tribunal, avec les autres inculpés, tous qualifiés de « dangereux ». Mais les deux terroristes ont bénéficié de la liberté provisoire dès le 24 juin, car ils avaient passé en prison préventive le temps maximum autorisé par la loi.

EN LIBERTÉ PROVISOIRE

Deux membres des Brigades rouges italiennes disparaissent

Avant sa libération, Nadia Mantovani avait lu à ses juges un long communiqué dans lequel « toutes les actions des Brigades rouges », y compris le rapt et l'assassinat d'Aldo Moro, et cette affaire révèle que les nouveaux services secrets italiens, théoriquement opérationnels depuis le 22 mai, « n'existent en réalité que sur le papier », selon *Le Stampa*. M. Giulio Andreotti, le ministre du conseil, a dit que les services secrets ne sont pas prêts à être utilisés et que les nouvelles actions des Brigades rouges ne seront effectuées que si elles sont « utiles et nécessaires ».

Dans les années 70, durant la « stratégie de la tension », entre-tenu par l'extrême droite, les services secrets italiens (SID) avaient été impliqués dans différentes opérations, d'où leur désapprobation à la fin de 1977 et leur réorganisation. Presque trois mois après l'assassinat d'Aldo Moro, ce nouveau défi des terroristes inquisite les meilleurs spécialistes de l'antiterrorisme et des activités des groupes subversifs dès l'automne. (Intérim.)

Le nombre de juifs émigrés d'U.R.S.S. a augmenté de 60 %

Le nombre de juifs émigrés d'U.R.S.S. a fortement augmenté pendant l'été. Le nombre de juifs émigrés d'U.R.S.S. a fortement augmenté pendant l'été. Le nombre de juifs émigrés d'U.R.S.S. a fortement augmenté pendant l'été.

Des rapatriés de Kotonov (Shaba) en majorité belges, ont reçu début août leur lettre de libération, envoyée par la SOCOM, de Paris, qui commercialise le cuivre produit par les mines de l'État zaïrois. Dans les milieux syndicaux de Bruxelles, on s'étonne de ce qui semble être « une discrimination de la part des Zaïrois préférent embaucher du personnel français ».

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1938, ont bénéficié des Découvertes d'un Acaas Bègues. Renseign. grat. Pr. M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

Jeune 1978